

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 3 / AOÛT 2023

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

DE LA NOURRITURE POUR TOUT LE MONDE

La lutte contre la crise alimentaire exige
de nouveaux systèmes et des solutions
créatives

BANGLADESH

Les réfugiés rohingyas sont
pris entre deux feux

COMPENSATIONS CARBONE

Solution ou illusion?

DOSSIER

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



8

Le système alimentaire de demain

Selon les spécialistes, garantir durablement l'alimentation des populations implique une transformation du système.

12

De la terre à la terre

L'École polytechnique fédérale de Zurich soutient un projet d'économie circulaire visant à améliorer la sécurité alimentaire dans quatre villes africaines.

14

Défier le désespoir

Dans le nord-est du Nigeria, la DDC aide les familles vulnérables au moyen de petites contributions régulières.

16

« La vie n'est pas une usine »

Entretien avec Michael Fakhri, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation.

19

Faits et chiffres

UN SEUL MONDE en ligne:

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS

BANGLADESH



20

Le calvaire des Rohingyas au Bangladesh

Près d'un million de réfugiés rohingyas sont pris au piège dans un pays qui accumule de nombreux problèmes.

24

Sur le terrain avec...

Shirin Lira, responsable du programme Gouvernance, changement climatique et environnement au Bureau de coopération à Dacca.

25

La défense de la classe moyenne

Mahir Foysal évoque l'importance des études dans son pays.

DDC



26

Coup de pouce à l'économie népalaise

Des crédits sont accordés aux micro-, petites et moyennes entreprises pour non seulement éviter les licenciements, mais aussi créer des emplois.

30

Écoute et partage d'expérience

Au Zimbabwe, des jeunes vivant avec le VIH sont formés pour accompagner leurs camarades séropositifs également.

32

De l'eau pour la population au Liban

La DDC réhabilite les installations sanitaires dans les écoles et des stations de pompage pour un meilleur accès à l'eau.

FORUM



34

Les compensations carbone, solution ou illusion ?

Le scepticisme à l'égard de telles actions s'accroît.

37

LGBT: le Bénin, l'Afrique et le monde

Carte blanche: l'écrivain béninois Florent Couao-Zotti parle du traitement des personnes transgenres dans son pays.

CULTURE



38

Le kick boxing pour contrer la violence

Les jeunes Tunisiennes et Tunisiens canalisent leurs frustrations et leur colère grâce à ce sport de combat.

3 Éditorial

4 Périscope

41 Service

43 Coup de cœur avec Ricardo Torres

43 Impressum

LE POUVOIR DE PARTICIPER, DE DÉCIDER ET DE CHANGER



© DDC

Les médias en parlent depuis plusieurs mois: la faim dans le monde se répand à nouveau après quelques années de recul encourageant. Près d'une personne sur dix est affectée par la sous-nutrition, et la situation ne fait qu'empirer depuis 2019. Tous les indicateurs sociaux, environnementaux et économiques tendent au rouge: pauvreté, inégalités, conflits, crise sanitaire, changement climatique et inflation des coûts.

Face à ces constats, il est légitime de ressentir inquiétude et révolte, mais aussi colère, frustration, apathie et questionnements. Pourquoi, au 21^e siècle, faisons-nous encore face à des situations alarmantes de famine alors que la production est suffisante pour nourrir tous les êtres humains? Y a-t-il des solutions viables à la faim et des perspectives d'amélioration durable pour les populations les plus défavorisées?

Vous ne trouverez pas de réponses définitives dans ce numéro d'*Un seul monde*. Les problèmes s'avèrent complexes et les réponses le sont également. Mais cela ne nous décourage pas d'agir. Vous découvrirez, au fil des articles, des initiatives mobilisatrices et inspirantes pour transformer la production et la consommation alimentaires. Les interventions présentées montrent que la DDC s'engage à la fois pour répondre à l'urgence alimentaire immédiate et pour établir, dans la durée, des systèmes alimentaires plus résistants aux chocs. C'est particulièrement à cet objectif de long terme que contribue la section Systèmes alimentaires, en collaboration avec de nombreux partenaires.

Il n'y a pas un *deus ex machina* pour réordonner rapidement de façon providentielle et surnaturelle les nombreuses facettes du système alimentaire tel un Rubik's cube (le récent record du monde est établi à 3,13 secondes). En lisant ce numéro, vous comprendrez cependant qu'il existe un super-pouvoir qui doit être partagé. C'est le pouvoir de chacune et chacun - jeunes, femmes, peuples autochtones, personnes vulnérables - de contribuer et de participer aux prises de décision sur quels aliments sont produits et transformés, par qui, comment, où et pour qui. Les communautés ont souvent des réponses et contributions adaptées à leurs contextes.

Les voix et les besoins de toutes les parties prenantes doivent trouver écho aux niveaux local et national, mais aussi sur le plan international. C'est pourquoi la Suisse s'engage dans les organisations multilatérales et au sein d'instances globales, par exemple le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), pour des systèmes alimentaires de proximité en accord avec les principes agroécologiques et garantissant un accès à une alimentation nutritive, abordable et suffisante.

Les famines ainsi que la malnutrition résultent de multiples décisions et actions humaines individuelles et collectives. La responsabilité de contribuer à un système alimentaire plus inclusif, équitable, durable et sain incombe ainsi à toutes et à tous.

Alessandra Roversi

Chargée de programme à la section Systèmes alimentaires de la DDC



© mobilityforafrica

DES PIONNIÈRES

(sch) Basée à Harare, la capitale du Zimbabwe, Shantha Bloemen souhaite transformer les zones rurales en Afrique et renforcer les marchés ainsi que les communautés locales en améliorant les possibilités de transport. En 2017, elle a fondé Mobility for Africa, une start-up qui construit des tricycles électriques. Elle entend ainsi soutenir les femmes obligées de marcher pendant des heures à la recherche d'eau et de bois. Les batteries des tricycles sont rechargées par une installation photovoltaïque communautaire hors réseau. En 2020, les 50 premiers véhicules ont été acheminés dans la région de Wedza pour prouver aux futurs investisseurs et investisseuses que le concept fonctionne.

www.mobilityforafrica.com

REEMPLACER LES FOURNEAUX POUR SAUVER DES VIES

(bf) En Afrique subsaharienne, les maladies et les intoxications dues aux effluves des fourneaux traditionnels à bois ou à charbon tuent jusqu'à 463 000 personnes chaque année. Des décès qui pourraient être évités en remplaçant ces appareils par des cuisinières à gaz ou électriques ou par des fourneaux à bois modernes avec évacuation des émanations. Selon une équipe de recherche du KTH Royal Institute of Technology à Stockholm, les 6,94 milliards d'euros nécessaires pour remplacer les anciens fourneaux permettraient d'économiser 66 milliards d'euros en frais de santé. Pour convaincre les décideuses et décideurs, principalement en Afrique et en Asie, que les investissements dans de nouvelles cuisinières sont rentables, l'équipe a développé le logiciel OnStove. Celui-ci recoupe les données géographiques avec les habitudes de cuisson et les infrastructures. Il renseigne sur les avantages financiers et sanitaires attendus même dans les régions où le changement n'est pas financièrement payant, mais tout de même une nécessité humanitaire. Le projet rencontre un grand intérêt: les gouvernements du Népal et du Kenya utilisent déjà cet outil.

L'INDUSTRIE DE L'EAU SAPE LES ODD

(sch) Près de deux milliards de personnes n'ont pas accès à un approvisionnement sûr en eau potable. Pendant ce temps, de grands groupes exploitent les eaux superficielles et souterraines pour vendre leur eau embouteillée 150 à 1000 fois plus cher que celle du robinet. En 2016, le coût annuel d'un approvisionnement mondial sûr en eau potable a été estimé à 114 milliards de dollars, soit moins de la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie en question (environ 270 milliards de dollars). Selon une analyse de l'United Nations University portant sur 109 pays, les entreprises du secteur contrecarrent en partie les efforts visant à améliorer l'accès à l'or bleu dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU. Les fournisseurs commerciaux entraveraient tendanciellement le développement des réseaux d'eau potable dans les communes. Vu la croissance du marché de l'eau en bouteille, il s'agit de réglementer plus strictement ce secteur, écrivent les autrices et auteurs. Parmi les plus grands groupes, on trouve Pepsi, Coca Cola, Danone et le suisse Nestlé. www.ethz.ch (recherche: Swiss Panel Global Cooperation 2022)

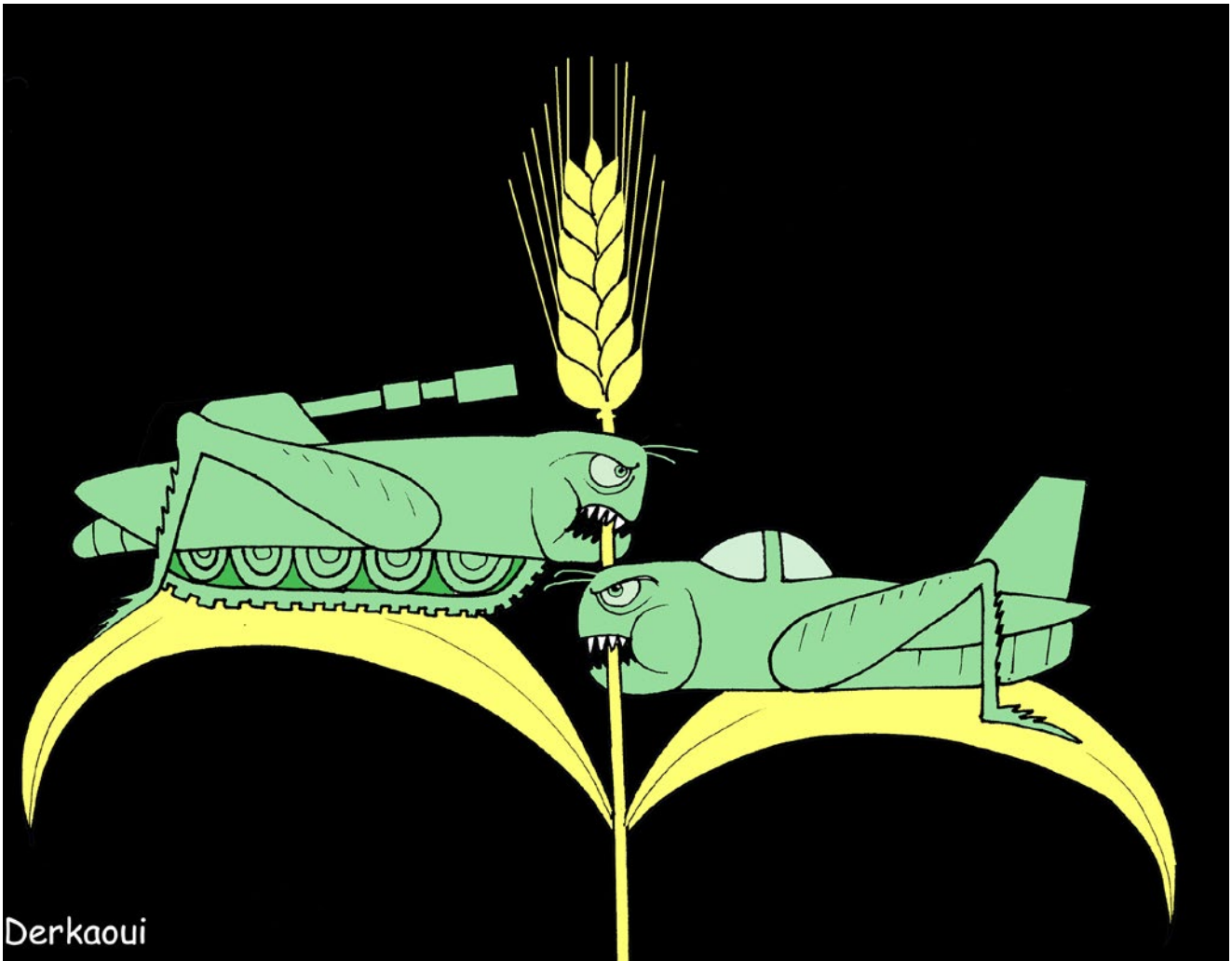
LE POTENTIEL DES ALGUES MARINES

(sam) La production mondiale d'algues a augmenté de près de 75% au cours des dix dernières années. Un nouveau rapport de l'organisation de recherche scientifique WorldFish, en collaboration avec l'Université Tufts aux États-Unis, examine les possibilités ainsi que les défis de la culture et de la commercialisation des algues marines dans les pays à faible et moyen revenu (PFMR). Ces dernières auraient le potentiel de devenir une plante cultivée. Non seulement elles sont riches en nutriments, mais elles ne dégradent pas l'environnement puisque leur culture ne consomme ni terres arables ni eau douce ni pesticides. Le rapport souligne néanmoins des défis. Les algues sont encore peu produites ou consommées dans les PFMR touchés par l'insécurité alimentaire. L'infrastructure pour la culture, la transformation et le commerce reste à créer. De plus, les débouchés potentiels et les modes d'alimentation demeurent mal connus. Divers projets pilotes menés par des ONG sont en cours sous les tropiques. <https://worldfishcenter.org> (recherche: seaweed)

© Christophe Basseux/eur/afif



COUP DE CRAYON de Derkaoui Abdellah (Maroc)



LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DU FUTUR

(sch) Quel est l'avenir de la coopération internationale (CI) et quelles compétences seront nécessaires pour contribuer à un monde plus juste ? Pour le savoir, une enquête a été menée en Suisse auprès de plus de 200 personnes actives dans le secteur. Un projet mené par le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), en collaboration avec le Centre suisse de compétence pour la coopération internationale (cinfo). Selon les personnes sondées, qui avaient à choisir entre 25 tendances, celles qui marqueront la CI à l'avenir sont le changement climatique et la pénurie d'eau, les déplacements forcés et la migration, les inégalités croissantes et la fragilité ainsi que la numérisation. Les compétences nécessaires d'ici à 2030 seraient la coopération et le travail d'équipe, la capacité d'adaptation et la flexibilité, la pensée systémique et critique, ainsi que l'utilisation des outils numériques. www.ethz.ch (recherche: Swiss Panel Global Cooperation 2022)

FORTE RÉDUCTION DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ

(sam) Si la croissance économique se poursuit, l'extrême pauvreté pourrait fortement diminuer d'ici à 2050, selon les modélisations du Center for Global Development, un laboratoire d'idées américain basé à Washington. Les scénarios possibles pour l'économie mondiale reposent sur des variables telles que le revenu, les caractéristiques démographiques, le climat et l'éducation. D'après les prévisions, la part des personnes vivant dans l'extrême pauvreté pourrait tomber à 2% en 2050. L'effet serait positif en particulier sur le continent africain, où 29% des personnes vivent actuellement avec moins de 2,15 dollars par jour. La croissance devrait être deux fois plus élevée dans les pays à faible et moyen revenu par rapport aux États à revenu élevé. Mais, même si ces hypothèses s'avéraient exactes, la communauté mondiale aurait plusieurs décennies de retard pour atteindre son objectif d'éradiquer la pauvreté à travers le monde. <https://www.cgdev.org/blog/forecasting-global-growth-2050>

A photograph of three women in colorful saris standing and talking in a busy outdoor market. In the background, there are trees, a yellow auto-rickshaw, and other people. To the right, a food cart with a bicycle wheel is visible.

DOSSIER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE DE DEMAIN PAGE 8
DE LA TERRE À LA TERRE PAGE 12
DÉFIER LE DÉSESPOIR PAGE 14
« LA VIE N'EST PAS UNE USINE » PAGE 16
FAITS ET CHIFFRES PAGE 19



Une femme indienne cuisine derrière son stand dans le quartier de Laxmi Naga, au centre de New Delhi. En Inde, les plats de rue sont très populaires.

© Maria Feck/laif

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE DE DEMAIN

La Terre compte désormais huit milliards d'êtres humains. Selon les spécialistes, garantir durablement l'alimentation des populations implique une transformation du système, pour une meilleure résilience face aux guerres, aux pandémies et au réchauffement climatique.

Texte : Samanta Siegfried

Trois heures du matin dans les quartiers pauvres de Nairobi, au Kenya. Nombreuses sont les personnes à se mettre en route pour gagner leur vie dans la zone industrielle. À midi, elles trouvent de quoi se sustenter au snack du coin, souvent une bouillie de farine de maïs ou du pain frit. Beaucoup de calories et de graisse, peu de protéines et de vitamines. Depuis 2019 pourtant, les stands proposant des légumes ou des plats de légumineuses sont de plus en plus courants. À l'origine de ce changement: Khadija Churchill Mohamed. Cette Kényane, autrefois responsable en informatique, s'est donné pour objectif de livrer de la nourriture saine aux ménages défavorisés de Nairobi.

Son entreprise Kwanza Tukule («D'abord, mangeons» en swahili) se fournit directement auprès des familles agricoles locales et revend les produits en gros, à des prix équitables, aux vendeuses et vendeurs de rue. Comme leur équipement est souvent rudimentaire, Khadija Churchill Mohamed et son équipe proposent des aliments en partie cuisinés, grâce au biogaz issu des déchets générés.

«Dans les régions pauvres, ce qui compte principalement, c'est survivre, explique la Kényane dans une vidéo sur YouTube. Pour cela, une nourriture saine est déterminante.» Le marché est colossal: au Kenya, plus de 84% des travailleuses et travailleurs se

nourrissent de produits vendus dans la rue.

Pour créer sa start-up, Khadija Churchill Mohamed a bénéficié de l'appui du réseau SUN Business Network Kenya, une plateforme de SUN, Mouvement pour le renforcement de la nutrition (voir encadré). Depuis 2010, cette initiative favorise la coopération entre société ci-

vile, gouvernements, économie privée et agences onusiennes pour éliminer la malnutrition à travers le monde. Ancienne coordinatrice de ce mouvement international, Gerda Verburg l'a souligné maintes fois: en matière de sécurité alimentaire, ce ne sont pas les calories qui comptent, mais la qualité de la nourriture.





À New Delhi, d'un côté des produits bio et sains, de l'autre de la nourriture riche en graisses. Dans le monde, quelque 1,6 milliard de personnes souffrent de surpoids.

© Maria Feck/laif
© Atul Loke/NYT/Redux/laif

En 2021 pourtant, la part de la population mondiale ne pouvant se permettre une alimentation saine frôlait les 40%. Cette situation constitue une violation du droit de toute personne à avoir accès à une alimentation appropriée – un droit inscrit dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (voir entretien page 16).

Plus de fonds et d'éducation

Quelque 1,6 milliard de personnes dans le monde souffrent de malnutrition et autant sont en surpoids. Selon les estimations du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), 828 millions de personnes vont au lit le ventre vide.

La situation s'est aggravée en de nombreux points du globe à la suite des crises planétaires telles que la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine et les conséquences du changement climatique. C'est dans les pays affectés par des conflits que la population est la plus concernée.

Pour les régions les plus sévèrement touchées, l'aide d'urgence telle que celle

fournie par le PAM sous forme d'aide alimentaire ou de transferts monétaires (voir page 14) est vitale. Cependant, des solutions à long terme s'avèrent aussi nécessaires. Mais quels changements fondamentaux opérer dans la production, la distribution et la consommation pour rendre le système alimentaire plus résilient face aux conflits, à la crise climatique et aux pandémies ?

C'est à cette question que Bernard Lehmann, président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) à l'ONU, tente de répondre. Premier Suisse à ce poste, il était auparavant, entre autres, professeur d'économie agricole à l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). «De nombreuses personnes ont besoin d'avoir accès à de l'argent ou à d'autres moyens pour acheter de la nourriture», résume Bernard Lehmann.

Les gouvernements des pays concernés devraient également investir davantage : dans des programmes de protection de large envergure tels que les assurances sociales, les assurances-chômage ou les assurances-maladie, mais aussi dans les transferts monétaires ou les coupons, de plus en plus souvent utilisés dans les pays à faible revenu.

Selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), qui s'efforce

de remédier à la faim dans le monde, les preuves que de tels programmes de protection peuvent améliorer la situation alimentaire, réduire la pauvreté chronique et accroître la prospérité sont de plus en plus nombreuses. Ces dernières années, à l'ONU, les voix d'expertes et experts en droits humains réclamant la mise en place d'un fonds international qui garantirait une sécurité sociale minimum pour toutes et tous se sont multipliées.

D'après Bernard Lehmann, outre l'accès à l'argent ou à la terre, des investissements accrus dans l'éducation et l'égalité des chances sont nécessaires. Vu dans sa globalité, le système alimentaire représente le principal employeur pour les jeunes du Sud. «Il faut en particulier que les jeunes adultes et les femmes aient la possibilité de se former, de se spécialiser, de fonder une entreprise pour devenir un maillon de

MESURES À L'ÉCHELLE DES PAYS

Le mouvement mondial SUN (Scaling up Nutrition) favorise la coopération entre société civile, gouvernements, économie privée et agences onusiennes pour éliminer la malnutrition dans le monde. Depuis sa création en 2010 par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon, 65 pays et quatre États indiens ont conjugué leurs efforts pour élargir les mesures en matière d'alimentation. Les plateformes multi-acteurs du mouvement ont permis à un nombre toujours croissant de pays membres de mener des analyses et d'élaborer des plans d'action pour une meilleure alimentation. De son côté, le programme Jeunes leaders pour la nutrition permet à treize jeunes leaders d'agir dans leur pays en faveur d'une meilleure alimentation, notamment via des programmes de formation pour les communes et d'autres jeunes. Jusqu'ici, le mouvement SUN, dont le secrétariat est basé à Genève, a bénéficié d'un soutien de quelque 11 millions de francs de la part de la DDC.

l'économie locale», poursuit l'expert. Il est donc important de professionnaliser aussi le secteur informel: «Les micro-entreprises peuvent accomplir des miracles dans le domaine de la sécurité alimentaire.»

Une nourriture durable de leur choix

La start-up de Khadija Churchill Mohamed l'illustre bien. En quatre ans, la Kényane a formé une équipe de 50 employés et fournit aujourd'hui des aliments sains à 4000 stands de rue dans les quartiers ouvriers de Nairobi. Elle a bénéficié de l'appui d'un fonds créé en 2021 par la DDC et la Fondation Medicor pour soutenir des entreprises à impact dans l'est et le sud de l'Afrique.

Khadija Churchill Mohamed offre encore un autre élément, essentiel selon Bernard Lehmann, pour la sécurité alimentaire: le choix. Les consommatrices et consommateurs peuvent ainsi décider eux-mêmes de leur comportement nutritionnel.

ÉTAT ACTUEL DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Présidé par Bernard Lehmann, le Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) de l'ONU est chargé, entre autres, d'analyser et d'évaluer l'état actuel de la sécurité alimentaire ainsi que les causes des problèmes décelés. Il émet également des analyses scientifiques et des propositions sur des sujets politiques. Le HLPE fait partie du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), une plateforme de l'ONU. Les directives élaborées par le HLPE sont d'abord mises en consultation dans ce parlement, où sont représentés des États, des agences onusiennes, la société civile, des scientifiques ainsi que l'économie privée. Elles peuvent ensuite être appliquées par les États.

Actuellement, la définition de la sécurité alimentaire repose sur quatre piliers: disponibilité, accès, utilisation et stabilité. Dans un rapport de 2022, le HLPE suggérait d'ajouter deux composantes: la durabilité et la faculté d'agir. «La durabilité table sur des systèmes de production et de commercialisation respectueux de l'environnement, alors que la faculté d'agir vise à rendre les individus capables de se nourrir selon leurs choix», explique Bernard Lehmann. Les personnes déterminent donc la nature et la quantité de ce qu'elles veulent consommer. Cela suppose néanmoins un environnement avec des produits variés, à des prix abordables.

C'est précisément dans les régions urbaines du Sud que le contexte alimentaire se résume souvent à des denrées à forte teneur en calories et en sucre: «Beaucoup de vendeuses et vendeurs souhaitant produire des mets équilibrés pour les stands ne disposent pas de l'infrastructure adaptée», relève Jef Leroy, chercheur à l'IFPRI dans le domaine de la santé et de l'alimentation des pays à revenu faible ou intermédiaire. Par exemple, elles et ils n'ont pas la possibilité de réfrigérer, de stocker et de transporter les produits laitiers ou la viande selon les normes requises. Souvent, ces personnes n'ont pas non plus de réchaud pour préparer des plats de légumineuses. Et, «si vous avez une famille à charge et que les trajets sont longs, vous n'avez tout simplement pas le temps de vous préoccuper d'une nourriture équilibrée.»

Pourtant, celles et ceux dont les revenus sont meilleurs ne se nourrissent pas nécessairement mieux. Dans les pays du Sud justement, le marché des plats cuisinés est florissant. Les citadines et citadins sont nombreux à adopter les habitudes alimentaires dites modernes, largement propagées par la publicité. Certains acteurs de l'agroalimentaire, très influents sur le marché, contribuent à cette tendance. Selon Jef Leroy, les réglementations étatiques pourraient être un moyen d'agir sur le comportement des consommatrices et

consommateurs: au Mexique, un impôt sur les boissons sucrées a été instauré en 2014 et, au Chili, des mises en garde accompagnent les produits contenant du sucre ou des graisses.

En plus de ces réglementations étatiques et de la transparence des informations, il est nécessaire d'expliquer davantage ce qu'est une nourriture saine et, parfois aussi, comment la préparer. En particulier pour les sortes de légumes et de céréales peu cultivées jusqu'alors. «Dans certaines régions rurales où nous avons soutenu un projet d'une ONG hollandaise, certaines familles ne savaient pas cuisiner une aubergine», observe Alessandra Roversi, de la section Systèmes alimentaires de la DDC. Les programmes de recherche et les projets tendent ainsi à se concentrer sur le comportement des consommatrices et consommateurs. Il s'agit de favoriser une prise de conscience et d'informer, mais aussi d'identifier les valeurs et les normes susceptibles d'empêcher une alimentation saine.

Diversité tout au long de la chaîne alimentaire

Selon Alessandra Roversi, la diversité est l'élément le plus important pour un système alimentaire résilient. «Et ce, dans le commerce, les possibilités de financement, les chaînes d'approvisionnement, les menus et les champs», précise-t-elle. C'est d'abord sur les espèces traditionnelles que l'accent devra être mis à l'avenir: mil ou sorgho, de préférence ceux adaptés aux conditions climatiques. La plupart du temps, il n'y a pas de débouchés pour l'export. Mais, «pour l'alimentation locale, ces variétés sont précieuses», souligne Alessandra Roversi.

La culture d'espèces variées permet aussi d'éviter que les périodes de sécheresse anéantissent des récoltes entières. Les chaînes d'approvisionnement résistent ainsi mieux aux chocs. De plus en plus de projets dans le monde cherchent à promouvoir des espèces



Une agricultrice kényane examine sa production de sorgho. Pour un système alimentaire résilient, diversité et variétés traditionnelles sont essentielles.

© Sven Torfinn/laif

du système alimentaire: «Il n'y a pas de remède miracle contre la crise alimentaire», pointe-t-il. Investir dans la recherche et la mise en œuvre d'approches multiples est donc indispensable pour aller au-delà de la réaction: «Si nous n'agissons pas maintenant, il faudra payer le prix fort.» ■

traditionnelles négligées et à leur offrir un marché.

Manque de volonté politique

Dans cette recherche d'une diversité accrue, l'une des voies est l'agroécologie. «L'agroécologie peut contribuer à transformer les systèmes alimentaires», affirme un rapport du HLPE publié en 2019, établi à la demande du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA, voir encadré). Si le concept gagne en importance, tant sur le plan scientifique que politique, c'est qu'il répond à divers problèmes à la fois: la crise alimentaire, la perte de biodiversité et le changement climatique.

Il permet une exploitation régénératrice des ressources naturelles, nécessite peu d'apports de l'extérieur et allie savoirs traditionnels et connaissances scientifiques modernes. Autres atouts: des débouchés sur les marchés régionaux et des chaînes d'approvisionnement équitables.

À la suite du rapport du HLPE, la Plateforme de partenariat pour la transformation agroécologique (TPP) a été créée en 2020. Cette initiative, qui bénéficie, entre autres, du soutien du Partenariat mondial de recherche agricole (CGIAR),

de l'UE et de la France, s'attache à favoriser la transition vers une agriculture agroécologique.

Pourtant, à l'échelle de la planète, les concepts s'écartant de l'agriculture industrielle restent minoritaires. Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté auprès de l'ONU, Olivier De Schutter voit une explication dans l'endettement important de certains pays, qui les empêche d'investir dans le développement de l'agriculture. Vient s'y ajouter, pour certains gouvernements, le manque de volonté politique de renoncer aux subventions liées à des produits phytosanitaires nuisibles à l'environnement.

Dans un rapport conjoint du mois d'avril, Economist Impact et le CGIAR appellent à repenser notre approche en matière de financement du développement. Selon cette étude, moins de 7,5% de l'aide internationale au développement ont été consacrés ces dernières années à la recherche et à l'innovation pour lutter contre les causes de la faim et de la sous-alimentation à l'horizon 2021. Près de la moitié des fonds a été utilisée pour l'aide alimentaire.

Selon Bernard Lehmann, la diversité des solutions devrait être reconnue au même titre que la diversité au sein

DONNÉES SUR LA QUALITÉ GLOBALE DE L'ALIMENTATION

Le rapport «Measuring what the world eats» livre pour la première fois des données complètes sur la qualité de l'alimentation dans le monde. Sa conclusion: aucun pays, aucun niveau de revenu n'est à l'abri des conséquences d'une alimentation déséquilibrée. Classées par pays, les données sont aussi déclinables selon le sexe, la catégorie d'âge, les zones urbaines ou rurales et les indicateurs socio-économiques. Elles ont été prélevées dans 41 pays, représentant deux tiers de la population mondiale. Pour plus de la moitié d'entre eux, il s'agissait de la première enquête nationale représentative menée auprès d'adultes sur l'alimentation. L'objectif est d'élargir le panel à 140 pays et d'offrir ainsi aux acteurs du secteur une base pour s'attaquer aux problèmes. Cofinancé par la DDC, ce rapport fait partie du Global Diet Quality Project, une collaboration entre Gallup, l'Université de Harvard, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et d'autres groupes d'intérêt internationaux.

Source: Global Diet Quality Project. 2022. *Measuring what the world eats: Insights from a new approach*

DE LA TERRE À LA TERRE

Via une approche transdisciplinaire, l'École polytechnique fédérale de Zurich soutient un projet d'économie circulaire visant à améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie dans les zones suburbaines de quatre villes africaines.

Texte: Luca Beti

En Afrique, le manque d'emplois, les conséquences du changement climatique et les conflits sociaux poussent de nombreuses personnes à quitter les campagnes pour se rendre dans les zones urbaines et tenter d'y reconstruire leur vie. Mais la plupart d'entre elles se retrouvent dans des bidonvilles, où le niveau d'insécurité alimentaire est l'un des plus élevés de tout le continent.

Avec le soutien financier de la DDC, l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) met en œuvre le projet RUNRES, qui vise à développer l'économie circulaire dans quatre villes secondaires africaines et à créer des emplois dans le secteur de la valorisation des biodéchets. « Notre objectif est d'améliorer les conditions de vie, la résilience et la sécurité

alimentaire dans les zones suburbaines, explique Leonhard Späth, post-doctorant à l'EPFZ. Le projet consiste à récupérer des déchets organiques pour les transformer en compost et en fourrage. En bref, nous voulons rendre à la terre ce qu'elle nous apporte. »

Solutions locales

À travers l'économie circulaire, le projet RUNRES entend accroître la durabilité du système alimentaire régional dans les zones urbaines de Kamonyi au Rwanda, d'Arba Minch en Éthiopie, de Bukavu en République démocratique du Congo et de Msunduzi en Afrique du Sud. Le projet repose sur une approche transdisciplinaire, qui associe la population, les partenaires locaux et les

milieux académiques des quatre villes concernées. « Nous ne sommes pas allés au Rwanda avec une solution toute faite. Nous l'avons développée sur place, souligne Leonhard Späth. Nous avons identifié les besoins, réuni les connaissances socio-économiques nécessaires et repéré les meilleures innovations techniques. » Lancé en 2019, le projet RUNRES comprend deux phases: la première s'achèvera en août prochain, la seconde dans quatre ans.

Au Rwanda, par exemple, des toilettes séparant les selles de l'urine ont été installées pour pouvoir utiliser cette dernière directement comme engrais. Une technologie permettant de produire du fourrage à base d'épluchures de manioc a également été introduite. « Jusque-là, ces déchets étaient considérés comme



« JE N'AIME PAS CES DÉCHETS ORGANIQUES QUE JE DOIS DONNER À MANGER AUX LARVES, PARCE QU'ILS SENTENT MAUVAIS ET CONTIENNENT PARFOIS DES OBJETS POINTUS QUI ME BLESSENT LES MAINS. »

Julienne Uwase



« J'AIME CE TRAVAIL, PARCE QUE C'EST CE QUE JE FAIS LA MAJEURE PARTIE DU TEMPS. ET J'AIME AUSSI TRAVAILLER AVEC LES AUTRES. QUAND JE SUIS SEULE, JE PENSE TROP AUX CHOSSES QUI VONT MAL. »

Alphonsine Muhawenimana (2^e depuis la droite)

un problème. Ils étaient jetés, car ils devenaient toxiques», indique Leonhard Späth. Une presse est désormais utilisée pour éliminer une grande partie de l'eau des épluchures, lesquelles sont ensuite séchées au soleil et transformées en farine pour nourrir les animaux. Une autre initiative consiste à produire des larves de mouches soldats noires (*Hermetia illucens*), qui se nourrissent de déchets organiques. Au bout de deux semaines environ, les larves atteignent leur stade ultime et deviennent alors une ressource alimentaire riche en protéines pour les poules. ■



UNE IMAGE VAUT MIEUX QUE MILLE MOTS

Au cours de ses recherches dans le cadre de son doctorat à l'EPFZ, Mélanie Surchat a demandé à dix-sept personnes (huit hommes et sept femmes) travaillant dans le recyclage des déchets de prendre quatre photos qui illustrent des expériences positives et négatives vécues dans le cadre du projet RUNRES au Rwanda. Son objectif était de comprendre et de décrire, du point de vue des employés, ce que signifie travailler dans le secteur de la valorisation des déchets organiques. « Je crois que toutes et tous devraient avoir l'occasion de se présenter et de raconter leur histoire personnelle, déclare Mélanie Surchat. Je tenais à me distancer de l'héritage colonial et du chercheur blanc qui, historiquement, a représenté et raconté lui-même l'Afrique. Je voulais donner la possibilité aux personnes concernées de présenter visuellement ce qui était important pour elles. » Après avoir pris les photos, les participantes et participants ont été invités à une interview approfondie en kinyarwanda pour décrire ce que les images signifiaient pour eux. Ce projet de recherche, mené selon la méthode photovoix, a débouché sur une exposition virtuelle, dont nous avons sélectionné quelques images et citations tirées des entretiens. <https://youraudiotour.com/tours/3063/>

« J'AI ACHÉTÉ CETTE CHÈVRE AVEC MES ÉCONOMIES. ELLE EST PORTANTE ET POURRA ME DONNER JUSQU'À QUATRE CABRIS. »

Protogene Nyandwi

« J'ÉTAIS EN TRAIN DE BROYER [LE MANIOC] QUAND IL Y A EU UNE COUPURE DE COURANT D'UNE HEURE. COMME JE M'ÉTAIS FIXÉ UN OBJECTIF À ATTEINDRE, JE N'ÉTAIS PAS CONTENT. C'EST POURQUOI J'AI L'AIR TRISTE SUR LA PHOTO. »

Thierry Shyaka



« VOUS NE POUVEZ PAS ÊTRE EN COLÈRE CONTRE VOTRE TRAVAIL, QU'IL SOIT BON OU MAUVAIS. VOUS DEVEZ ÊTRE HEUREUX, PARCE QU'UN MAUVAIS TRAVAIL AIDE À OBTENIR UN BON TRAVAIL. »

Ismael Muneza

« LÀ, J'ÉTAIS SOURIANTE PARCE QUE JE SUIS HEUREUSE QUAND ON ME PAIE À LA FIN DE LA JOURNÉE. CET ARGENT ME PERMET D'ACHETER DU MATÉRIEL SCOLAIRE POUR MES ENFANTS, DE LA NOURRITURE ET DES CRÈMES. »

Felicite Nyirahabineza

DÉFIER LE DÉSESPOIR

Dans le nord-est du Nigéria, des millions de personnes subissent les violences de milices islamistes. Dans l'État de Yobe, la DDC offre un soutien aux familles vulnérables qui, grâce à de petites contributions régulières, peuvent se nourrir sainement et envisager une nouvelle existence.

Texte : Samuel Schlaefli

Ces dernières années, dans le nord-est du Nigéria, la situation humanitaire s'est fortement détériorée. Fin 2022, plus de trois millions d'habitantes et habitants des États du nord-est du pays, Borno, Adamawa et Yobe (États BAY), ne pouvaient plus se nourrir correctement et dépendaient de l'aide humanitaire. «Dans cette région, la population est épuisée et découragée, relève Moïse Makuta, directeur d'Action contre la faim (ACF) au Nigéria. Depuis plus de dix ans, la situation se dégrade et, face à la détresse grandissante, l'aide internationale est dépassée.»

Cette crise s'explique principalement par la violence continue qui s'est installée au Nigéria : l'armée et différentes factions du mouvement islamiste Boko Haram s'entre-déchirent. La population civile subit les attentats suicides, les raptés et les viols. Ces dernières années, des millions de personnes ont voulu échapper à cette violence. «Les gens fuient les campagnes et se réfugient dans les villes, abandonnant leurs champs, résume Moïse Makuta. La production de denrées alimentaires diminue, ce qui ne peut qu'exacerber une situation alimentaire déjà tendue.»

Autre facteur : l'augmentation de phénomènes météorologiques extrêmes, due à la crise climatique. L'an dernier, plus de 600 personnes ont péri dans des inondations. En 2021, le nord du pays

a été balayé par une effroyable épidémie de choléra. «Perdant espoir, beaucoup de jeunes deviennent fatalistes et tombent entre les mains des extrémistes», déplore Moïse Makuta,

Une carte de crédit pour les plus vulnérables

En juillet 2022, pour répondre à cette immense détresse, ACF a lancé avec l'appui de la DDC un projet d'assistance en espèces et en coupons (CVA, voir encadré) dans l'État de Yobe. Dans deux

communes, 10 000 femmes et hommes issus de 2 000 foyers particulièrement vulnérables ont été sélectionnés. Ces personnes ont reçu une «carte de crédit» sécurisée par des données biométriques, grâce à laquelle elles peuvent se procurer des marchandises ou de l'argent liquide dans les magasins locaux. Chaque mois, 5 000 nairas (un peu moins de dix francs) leur sont crédités. «Avec cette carte, nous aidons les personnes les plus démunies à renouer avec les marchés locaux», commente Moïse Makuta. Généralement, ces marchés continuent à fonctionner, même dans



Dans les situations d'urgence humanitaire, comme ici dans le nord du Nigeria, les projets de transferts monétaires sont devenus des outils incontournables.

© ActionAgainstHunger/Nigeria

des conditions déplorables, pour autant qu'il y ait des clientes et clients. Les commerces prenant part au projet reçoivent une petite commission de l'ACF.

Lors d'interventions humanitaires, il a souvent été constaté par le passé que les denrées distribuées étaient revendues sur les marchés locaux, les personnes les plus démunies préférant disposer d'argent liquide. «Les priorités et les besoins ne sont pas les mêmes pour toutes et tous», explique Moïse Makuta. Lequel observe, par exemple, que beaucoup, dès lors qu'elles et ils ont pu apaiser un peu leur faim, commencent à rembourser les dettes accumulées dans l'urgence. Un pas important pour être à nouveau considérés comme des débiteurs et débiteurs crédibles et rétablir la reconnaissance sociale.

D'autres investissent une part de la somme dans un petit jardin pour pro-

duire leurs propres légumes. Dans le cadre du projet, 350 familles ont également reçu un montant unique de 50 000 nairas (quelque 100 francs) pour créer leur propre commerce, comme un snack ou un petit magasin. «Si les gens ne sont plus uniquement absorbés par leur survie, ils font des miracles», souligne Moïse Makuta. La gratuité des soins de santé et une sensibilisation à l'importance d'une nourriture saine et variée sont deux autres aspects importants du projet.

Forte implication des communes

Les retours des bénéficiaires du projet montrent que la situation alimentaire s'est améliorée dans les foyers, rapporte Moïse Makuta. Des abus n'ont eu lieu que dans quelques cas isolés. Pour éviter que le soutien offert ne suscite des jalousies, la commune dans son ensemble a été largement impliquée dès le départ, y compris les principaux décideurs et décideuses de la région concernée. «Nous leur avons expliqué ce que nous projetions de faire et précisé que nos ressources étaient limitées», note Moïse Makuta. Les critères de sélection des bénéficiaires ont été définis d'un commun accord: l'âge, un éventuel handicap, l'attente d'un bébé ou la perte récente de son logement. «Notre société est basée sur la collectivité. En principe, les gens se préoccupent de leurs voisins et voisins.»

Les projets cash sont ambitieux sur le plan social. Ils supposent aussi que certaines conditions politiques et techniques soient réunies. Ce début d'année l'a clairement montré, lorsque le gouvernement a annoncé que les anciens billets seraient retirés de la circulation au profit de nouveaux. En réalité, il s'agissait d'instaurer une économie sans numéraire, dans l'État le plus peuplé d'Afrique, avec 224 millions d'habitants et habitants.

Mal planifiée, la réforme a viré à la catastrophe, notamment faute d'infrastructure pour les paiements nu-

mériques ou, parce que là où elle existe, une large part de la population n'y a pas accès. «Tout à coup, nous n'étions plus en mesure de verser d'argent aux bénéficiaires du projet: les systèmes étaient paralysés et il n'y avait plus d'argent liquide», se souvient Moïse Makuta.

À court terme, les responsables du projet ont trouvé un accord avec des banques commerciales. Le financement de cette intervention de crise, planifiée pour une année, a pris fin en juillet. «C'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement local, en espérant qu'il pérennisera le programme sous forme d'une assurance sociale pour les plus vulnérables», indique Moïse Makuta. ■

CENTRÉ SUR L'ÊTRE HUMAIN

Ces dernières années, l'assistance en espèces et en coupons (Cash and Voucher Assistance, CVA) s'est imposée au sein de l'aide humanitaire. En 2021, elle représentait 6,7 milliards de dollars, soit quelque 19% des dépenses humanitaires dans le monde. En 2019, avec d'autres États, la Suisse a officiellement reconnu les atouts de la CVA dans le secteur de l'aide humanitaire, la présentant comme une stratégie efficace et axée sur l'être humain. «La CVA, c'est aussi une histoire de dignité», souligne Roberto Lang, responsable de programme pour le Nigéria à la DDC. Elle redonne aux gens une part d'autonomie. «Par ailleurs, l'expérience montre que l'aide via la CVA atteint souvent plus rapidement les bénéficiaires, lesquels peuvent décider eux-mêmes comment utiliser au mieux l'argent.



« LA VIE N'EST PAS UNE USINE »

Le système alimentaire actuel produit des denrées, mais aussi de la violence. Un constat de Michael Fakhri, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, qui réclame de toute urgence des relations (commerciales) réinventées.

Entretien : Samanta Siegfried



MICHAEL FAKHRI, juriste de formation, enseigne à l'Université de l'Oregon, où il dirige un projet consacré à la résilience alimentaire, au sein de l'Environmental and Natural Resources Law Center. Parmi les nombreux sujets sur lesquels il travaille, figurent le droit économique et commercial international ainsi que la politique alimentaire et l'agroécologie. Michael Fakhri est rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation depuis 2020. Ce droit a été formulé dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 11), adopté en 1966 et ratifié à ce jour par 160 États. Il est l'un des droits humains les plus bafoués.

Monsieur Fakhri, que signifie le droit à l'alimentation ?

D'un point de vue purement technique, cela veut dire que toute personne a le droit de ne pas avoir faim. Pour y parvenir, il faut des aliments sains, accessibles et en quantité suffisante. Dans le fond, l'idée du droit à l'alimentation, c'est aussi et surtout l'idée du plaisir. Manger est culturel : ce sont des souvenirs, la famille, les fêtes et la joie.

Pour beaucoup, dans des régions de conflits, ce lien entre nourriture et fête se révèle bien improbable.

Vous avez raison. Lorsque manger n'est plus source de plaisir et que vous commencez à vous demander qui devra être nourri en priorité dans la famille et s'il en restera encore pour vous, alors il ne s'agit plus que de survie. La plupart du temps, ce sont en premier lieu les femmes qui souffrent de la faim. Un droit humain est alors clairement bafoué : celui d'avoir accès à la nourriture.

Dans vos rapports, vous soulignez que la faim est toujours le produit de décisions politiques. On estime aujourd'hui que 828 millions de personnes à travers le monde souffrent de la faim. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Le tournant le plus récent, qui a mené aux problèmes actuels, a commencé dans les années 1960 avec l'industrialisation croissante du système alimentaire. La mainmise de certaines entreprises sur les semences, l'eau et les terres a renforcé leur position. En même temps, la dépendance du système vis-à-vis d'un petit nombre de denrées de base telles que le blé, le riz et le maïs n'a cessé de croître, alors que la production de ces céréales pour l'export n'est assu-

rée que par quelques pays. Le cœur du problème, c'est que l'alimentation est gérée principalement comme une marchandise à accumuler, moyennant davantage d'engrais et de pesticides. Mais la vie n'est pas une usine, c'est un cycle.

La guerre en Ukraine nous a montré combien ce système est fragile.

Absolument. L'agriculture ukrainienne était davantage tournée vers l'exportation que le souci de nourrir la population. Pour les pays qui dépendaient du blé ukrainien ou russe, l'insécurité alimentaire s'est aggravée avec cette guerre. Mais c'est aussi le cas pour beaucoup d'autres, car les spéculations sur les marchés financiers ont fait grimper en flèche le prix du blé. Nombreux ont été les États contraints de s'en remettre de plus en plus au Programme



alimentaire mondial des Nations Unies qui, pour sa part, se fournissait en blé pour moitié auprès de l'Ukraine. Le système mondial de l'aide humanitaire et du commerce international a été gravement perturbé par la même relation de dépendance.

Dans votre dernier rapport, « Conflit et droit à l'alimentation », vous décrivez cette dépendance vis-à-vis de produits d'exportation, de grands groupes et de marchés financiers comme une forme de violence. Pouvez-vous éclairer ce propos ?

Lorsque l'accès à la nourriture est bloqué, les droits humains sont bafoués, ce qui constitue une forme de violence. Nous le savons bien, elle frappe toujours les mêmes catégories en premier: les femmes, les enfants, les personnes âgées, les populations migrantes, les familles paysannes, les peuples autochtones, les personnes en situation de handicap. L'inégalité est inscrite dans le système. Mon rapport montre que ce sont les relations de dépendance et les formes d'exploitation qui rendent ces inégalités systémiques. La dépendance suppose toujours une réparti-

tion inégale des pouvoirs. Pendant que certains États s'enrichissent au détriment d'autres, ils exploitent la nature et détruisent des formes de vie et de travail traditionnelles. La faim, la sous-alimentation et la malnutrition sont donc aussi des formes de violence générées par notre système alimentaire.

Comment enrayer ce mécanisme ?

Dans un premier temps, il me semble urgent de maintenir certains programmes lancés pendant la pandémie de Covid-19. Je pense notamment aux repas gratuits pour les écolières et écoliers, aux programmes d'aide en espèces à destination des familles ou au soutien ciblé aux producteurs et aux marchés locaux. Toutes ces mesures ont fait leurs preuves en temps de crise. Que ces programmes soient abandonnés est frustrant: si la pandémie appartient dans une large mesure au passé, la crise alimentaire est loin d'être résolue. Ces mesures devraient à mon sens être intégrées de manière durable à nos politiques. À long terme, il faudrait modifier les relations au sein du système alimentaire. Et là, c'est plus compliqué.

Quelle devrait être la nature de ces relations ?

Il s'agit de réciprocité. Le concept de l'agroécologie est particulièrement prometteur à cet égard. L'agroécologie s'inspire des processus naturels pour augmenter la diversité au lieu de la détruire. Dans le même temps, le concept place au premier plan, d'une part, les liens entre les êtres humains et la nature et, d'autre part, les liens entre les êtres humains eux-mêmes. L'agroécologie a compris que la façon de traiter la terre est étroitement liée à la façon de traiter les gens.

L'agroécologie met l'accent sur les marchés locaux. Ce concept, à grande échelle, signifierait-il la fin du système commercial mondial tel que nous le connaissons ?

Oui, en partie. Actuellement, l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) favorise des systèmes alimentaires basés sur l'exploitation. Même au sein de l'OMC, on est d'avis que l'accord est dépassé, mais il n'y a pas de vision. C'est pourquoi je ne me lasse pas de le redire dans mes rapports: nous devons renégocier les traités internationaux! Cela ne signifierait pas la fin du commerce pour autant. Il y aura toujours des pays exportateurs et importateurs, mais sur la base de structures et de relations équitables.

Comment réaliser cela concrètement ?

Là encore, tirons des enseignements de la pandémie. Les chaînes d'approvisionnement pérennes étaient celles qui s'appuyaient sur des relations stables entre commerces et clientèle. Depuis

Le manque de blé et la spéculation sur les marchés financiers: la fragilité du système alimentaire mondial mise en évidence par la guerre en Ukraine

© Diego Ibarra Sánchez/NYT/Redux/laif





Dans le sud-est du Sénégal mais aussi à travers le monde entier, ce sont le plus souvent les femmes qui souffrent de la faim si la famille traverse une situation de crise.

© Andy Hall/Guardian/eyevine/laif

LE DROIT À L'ALIMENTATION DANS LES ZONES RURALES

Lancé en 2022 par l'ONG Action de Carême, le projet Raise a pour but de mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), adoptée en 2018. Fruit de la concertation avec des familles paysannes, des éleveuses et éleveurs ainsi que des jeunes, des propositions d'amélioration des lois nationales ont été élaborées pour les dix pays participant au projet, dans les domaines de la politique agricole et de la politique alimentaire, en tenant compte des droits des agricultrices et agriculteurs. Dans le cadre d'un dialogue, les gouvernements des pays concernés sont également sensibilisés à la condition paysanne et à l'intérêt de systèmes de culture alternatifs tels que l'agroécologie. L'idée serait de nommer, au niveau international, un rapporteur spécial sur les droits des paysannes et paysans. Michael Fakhri, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, insiste : « Les familles paysannes, les bergères et bergers ainsi que les groupes autochtones devraient être reconnus comme gestionnaires des systèmes semenciers pour l'ensemble de l'humanité. » Le projet fait partie du programme Droits humains et systèmes alimentaires de la DDC, qui le cofinance.

toujours, il existe une grande variété de moyens pour organiser nos ressources. Je pense par exemple aux coopératives. Ces approches pourraient être élargies. Comme les solutions concrètes varient selon le pays concerné, il nous faudrait un plan d'action coordonné au niveau international pour venir à bout de la crise alimentaire. Le droit à l'alimentation offre un cadre normatif sur lequel les États pourraient s'appuyer.

Peut-on observer de telles tendances au sein de l'ONU ?

À mon sens, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) présente le plus grand potentiel, le droit à l'alimentation étant ancré dans sa vision. Depuis sa réforme en 2009, le CSA s'est fixé pour objectif de donner la parole à tous les acteurs de la société civile et des groupes autochtones lors des débats politiques sur l'alimentation. Ils peuvent ainsi formuler leurs requêtes vis-à-vis des gouvernements et des entreprises. L'enjeu maintenant est de mobiliser un nombre significatif de gouvernements en faveur du CSA. Cette année est décisive puisque le programme pour les quatre années à venir sera adopté en octobre.

Vous êtes rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation depuis trois ans. Votre mandat compte trois années encore. Quels sont vos projets, où placez-vous vos espoirs ?

Ce qui compte le plus pour moi, c'est que la crise alimentaire reste à l'ordre du jour au niveau international pour encourager les gouvernements à collaborer. Si l'on pense en particulier au réchauffement climatique, c'est maintenant que doit s'opérer un changement. Je parlerais plus volontiers de foi que d'espoir : je crois en la capacité des êtres humains à s'organiser et à faire pression sur les gouvernements. Il est grand temps que ceux-ci placent non pas leurs relations avec les grands groupes au premier plan, mais avec la population. Cette base serait nettement plus solide et constructive. ■

FAITS ET CHIFFRES

L'insécurité alimentaire dans le monde

Faim chronique

Plus d'un tiers des personnes sévèrement touchées par l'insécurité alimentaire dans le monde en 2021 vivaient en Afrique. Selon les estimations de l'ONU, quelque 670 millions de personnes souffriront de faim chronique en 2030, soit plus qu'en 2015, année où la communauté internationale a adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable.



Mauvaise alimentation

Les coûts engendrés dans le monde par une alimentation déséquilibrée sont estimés à 3,5 milliards de dollars par an. En 2021, environ 3,1 milliards de personnes ne pouvaient pas se permettre une alimentation saine.



Récoltes mondiales

Utilisées intégralement et le plus efficacement possible comme denrées alimentaires, les récoltes mondiales pourraient nourrir 12 à 14 milliards de personnes.



Fortes disparités à bannir

Si, à l'échelle planétaire, les agricultrices bénéficiaient du même accès aux ressources productives et du même salaire que leurs collègues masculins, le PIB mondial s'en verrait augmenté de presque un milliard de dollars et 45 millions de personnes en moins seraient touchées par l'insécurité alimentaire.



Chiffres clés

Quelque **87 %** des subventions agricoles mondiales renforcent les inégalités et sont dommageables pour la santé et le climat.

Quatre grands groupes

contrôlent 60 % du marché mondial des semences.

Environ **42 %** des calories consommées dans le monde proviennent de trois céréales seulement (riz, maïs et blé). Il existe pourtant 50 000 végétaux comestibles sur la Terre.

Un tiers des denrées alimentaires produites pour les êtres humains sont soit gaspillées, soit perdues.

Notre système alimentaire est responsable de **plus d'un tiers** des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

« La transformation du système alimentaire ne sera possible que si les communautés, les organisations de la société civile, les petits producteurs et productrices, les agriculteurs et agricultrices et les groupes autochtones, forts de leurs savoirs locaux, ont aussi leur mot à dire sur la politique en matière d'alimentation. »

Rapport Indice de la faim dans le monde, 2022 (Synopsis)

Sources

Rapport agricole 2022

« Rapport sur la nutrition mondiale 2022 »

« Measuring what the world eats - rapport mondial 2022 »

<https://globalnutritionreport.org> (recherche: report 2022)

Rapports de la FAO

« L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022 »

« Une opportunité se chiffrant à plusieurs milliards de dollars - Réorienter le soutien au secteur agricole pour transformer les systèmes alimentaires (Résumé) 2021 »

« La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires (Résumé) 2023 »

www.fao.org



LE CALVAIRE DES ROHINGYAS AU BANGLADESH

Depuis 2017, près d'un million de Rohingyas vivent au Bangladesh. La solidarité de la population locale a fait place à la lassitude. Les Rohingyas risquent d'être pris entre deux feux, bloqués dans un pays qui compte ses propres problèmes.

Texte: Andreas Babst

Sur le pupitre de Hamid, se trouve une lampe de lecture reliée à une batterie de voiture. Ainsi, il peut lire lorsqu'il fait nuit noire dans le camp. «J'aimerais bien étudier dans un autre pays», confie le jeune homme de 15 ans, qui a appris un peu d'anglais. Il est installé dans une tente du plus grand camp de réfugiés du monde, non loin de la ville de Cox's Bazar: comme Hamid, plus d'un million de Rohingyas vivent au Bangladesh.

Les Rohingyas sont originaires du Myanmar voisin. Or, dès les années 1980, ce pays leur a retiré leur citoyenneté. La minorité musulmane est persécutée par l'armée, qui la chasse de ses terres. Beaucoup trouvent refuge au Bangladesh, pays également musulman. En 2017, les militaires du Myanmar lancent une campagne d'une brutalité inédite contre les Rohingyas. Dans la province de Rakhine, près de la frontière bangladaise, les soldats massacrent des villages entiers. Le Myanmar est accusé de génocide, l'affaire est actuellement devant la Cour internationale de justice.

En 2017, quelque 750 000 Rohingyas franchissent la frontière pour se réfugier au Bangladesh. Le nombre de personnes réfugiées dans le pays explose. Beaucoup s'installent dans les forêts et les collines à proximité de Cox's Bazar. Un camp se crée là où poussaient autrefois des arbres. Les organisations humanitaires fournissent des tentes et les ONG construisent des routes avec des briques pour acheminer l'aide. Les arbres n'ont pas repoussé, le terrain est boueux pendant la saison des pluies. Aujourd'hui encore, presque toutes les constructions sont en bambou.

La tente sous laquelle Hamid vit avec sa mère est également en bambou. Son père a été tué lors des massacres de 2017. Même le ballon de foot de Hamid est en bambou: tout est destiné à être temporaire, facile à démonter. Après six ans, on ne sait toujours pas ce qu'il adviendra des Rohingyas. «Nous voulons retourner dans notre pays», dit Hamid.

L'ancien élève modèle du développement

Le Bangladesh est lui-même un pays en développement et l'un des plus peuplés du monde. La montée du niveau de la mer grignote chaque année un peu plus les côtes. Lors de l'arrivée des Rohingyas en 2017, la solidarité est grande: le Bangladesh laisse ses frontières ouvertes

et accueille les réfugiés. Les images de cette générosité font le tour du monde, beaucoup d'argent est versé par la communauté internationale.

Aujourd'hui, la solidarité a fait place à la lassitude. «Nous donnons aux Rohingyas tout ce qu'il leur faut pour survivre. Mais nous ne les laisserons pas s'installer ici. Nous ne voulons pas qu'ils se sentent comme des Bengalis», déclare l'un des responsables du camp de Cox's Bazar.

Avant l'arrivée des Rohingyas, le Bangladesh était l'élève modèle de la politique de développement. Après avoir obtenu son indépendance du Pakistan en 1971, il dépasse l'Inde sur des indicateurs comme l'éducation ou la mortalité infantile dès le début des années 2000. En 1991, la pauvreté concernait 58,8% de la population, avant de tomber à 24,3% en 2016. Le revenu par habitant/habitant s'élève à 2500 dollars et est désormais supérieur à celui du Pakistan et de l'Inde.

Reste que le pays est gouverné de manière de plus en plus autoritaire par la Première ministre Sheikh Hasina Wazed. Les journalistes sont persécutés. Des escadrons de la mort éliminent les opposants et opposants politiques. La Première ministre a qualifié les Rohingyas de «fardeau» et mène une politique largement soutenue au Ban-

Depuis 2017, près d'un million de Rohingyas ont traversé la frontière du Myanmar vers le Bangladesh. La plupart d'entre eux se sont installés dans les forêts et les collines proches de Cox's Bazar.

© Rasmus Degnbol/Redux/af

gladesh: isoler les Rohingyas plutôt que de les intégrer.

Tensions entre population locale et réfugiés

Les enfants rohingyas n'ont pas le droit de fréquenter les écoles en dehors du camp, ce qui les exclut de l'enseignement supérieur. Les adultes, eux, ne peuvent pas non plus travailler à l'extérieur, en raison des conflits potentiels. Alors que les journaliers rohingyas acceptaient des salaires plus bas que la main-d'œuvre locale, les confrontations avec la population bangladaise étaient fréquentes. Entre-temps, une clôture a été érigée tout autour du camp. Les organisations humanitaires tentent de maintenir un équilibre précaire, en aidant tant les Rohingyas que les communautés locales vivant dans les alentours. Elles soutiennent des écoles et des projets environnementaux pour que la



MONTÉE DE L'AUTORITARISME

La Première ministre Sheikh Hasina Wazed est à la tête du Bangladesh depuis 2009. À l'époque, le pays était encore considéré comme un élève modèle en politique de développement. Aujourd'hui, Sheikh Hasina Wazed dirige le pays d'une main de fer. Elle est sur le point de terminer son troisième mandat et compte rester au pouvoir. Tolérant de moins en moins la contradiction, elle a fermé le principal journal critique au début de l'année. L'opposition est jetée en prison. La corruption fait des ravages, plaçant le Bangladesh au 147^e rang sur 180 pays dans le classement de Transparency International. Le Rapid Action Battalion, officiellement une unité antiterroriste de la police, s'est transformé en escadron de la mort : d'anciens membres ont raconté aux médias locaux et internationaux les exécutions menées lors de prétendues opérations antiterroristes.

population voisine ne se sente pas désavantagée. Aujourd'hui, la coexistence fonctionne bien, indique Kamlesh Vyas, qui travaille sur place pour l'organisation humanitaire suisse Helvetas. Mais la jeunesse bangladaise qui vit elle-même dans le besoin a des préjugés et cela donne lieu à des tensions: «Les jeunes craignent que les Rohingyas ne leur prennent leurs emplois. C'est pourquoi nous leur proposons des possibilités de travailler.»

Si le déclin de la solidarité se fait ressentir au Bangladesh, il est aussi palpable au sein de la communauté internationale. La crise des Rohingyas a presque disparu des médias, les populations réfugiées d'Ukraine ou d'Afghanistan concernant plus directement l'Europe. L'an dernier, l'ONU aurait eu besoin de 881 millions de dollars pour subvenir aux besoins des Rohingyas, mais n'en a obtenu que 556. Cela signifie que les ra-

tions alimentaires diminuent. Le budget du Programme alimentaire mondial par personne est récemment passé de 12 à 10 dollars par mois. Les personnes qui vivent dans le camp ont faim.

«Il y a souvent des incendies», relève le collaborateur d'Helvetas. On ne sait pas qui les allume. La misère entraîne parfois des combats armés entre différents groupes de Rohingyas. Les gens sont affamés, sous-employés, mal formés et vivent dans un espace limité sans grandes perspectives. Et la place disponible se retreint de plus en plus, car le taux de natalité parmi les Rohingyas est élevé.

Isolés au milieu de la mer

Le Bangladesh souhaite donc renvoyer les Rohingyas au Myanmar. Dans le cadre d'un projet pilote lancé cette an-



Les conditions de vie dans le camp de Cox's Bazar sont très difficiles et les gens manquent de perspectives.

© Tomas Munita/NYT/Redux/laif

née avec la dictature militaire du Myanmar, les deux pays négocient le retour d'environ 1000 Rohingyas. Au début de l'année, une délégation s'est rendue dans un camp d'accueil au Myanmar. Après la visite, l'un des participants rohingyas a déclaré à l'agence Reuters vouloir vivre librement au Myanmar et ne pas souhaiter retourner dans un camp. Les organisations de défense des droits humains voient ces rapatriements d'un œil critique. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) considère que les conditions ne sont « pas propices à un retour durable des réfugiés rohingyas ».

En outre, le Bangladesh a commencé à déplacer des réfugiés rohingyas sur l'île de Bhasan Char, située à plusieurs heures de bateau du continent. Les baraquements construits sur l'île par l'État sont destinés à abriter jusqu'à 400 000 Rohingyas. Les infrastructures de Bhasan Char sont meilleures que dans les camps de Cox's Bazar: les maisons sont en béton et il existe quelques emplois permettant de gagner sa vie ainsi que des terres à cultiver. Mais les gens sont isolés au milieu de la mer et ne peuvent quitter l'île que pour les visites familiales autorisées. Ce régime est critiqué par les organisations de défense des droits humains, et les ONG internationales ne sont par ailleurs pas actives à cet endroit. Lors d'une visite l'an passé, des Rohingyas nous ont glissé des lettres dans lesquelles elles et ils demandaient de l'aide.

Il est clair que le gouvernement du Bangladesh entend se débarrasser des Rohingyas au plus vite. La crise du Covid-19 a mis un frein à l'essor économique de ces derniers temps. L'an passé, le pays a demandé l'aide du Fonds monétaire international. Les économies décidées par le gouvernement entraînent aujourd'hui des coupures d'électricité et une hausse du prix de l'essence. En perspective des élections prévues à la fin de l'année, l'autoritarisme de la Première ministre suscite des manifestations et un vif mécontentement au sein de la population. Les Rohingyas risquent d'être pris entre deux feux: ils sont bloqués dans un pays qui compte ses propres problèmes. ■

* Basé à New Delhi, Andreas Babst est correspondant de la Neue Zürcher Zeitung en Asie du Sud.

LE BANGLADESH EN BREF

Nom

République populaire du Bangladesh

Capitale

Dacca

Avec une population de près de 20 millions d'habitantes et habitants, Dacca est la neuvième plus grande agglomération urbaine du monde.

Population

167 millions

40,5% de la population habitent dans les villes.

24,3% vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Superficie

148 460 km²

Ethnies

Bengalis: 98,8%

Vingt-sept autres groupes autochtones officiellement reconnus et 75 groupes non reconnus.

Religions

Islam: 88,4%

Autres: 11,6%



Sur le terrain avec...

SHIRIN LIRA

RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT AU BUREAU DE COOPÉRATION À DACCA

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

Ici, à Dacca, c'est un défi d'arriver à l'heure au travail. Je n'habite pas loin du quartier diplomatique de la capitale, mais les embouteillages me font régulièrement perdre plus d'une heure en chemin. Et j'emmène chaque jour ma fille de dix ans à l'école avant de partir travailler. Au moment où nous parlons, nous vivons le mois d'avril le plus chaud depuis cinquante ans. Les températures atteignent 41°C et l'air est très humide. Heureusement, notre bureau est clima-

nord-ouest, la chaleur et la sécheresse de ces trois dernières années ont littéralement brûlé les rizières. Les récoltes étaient complètement perdues et de nombreux suicides par désespoir ont eu lieu, particulièrement parmi les minorités ethniques et les femmes. Ces dernières sont traditionnellement responsables de l'approvisionnement en eau pour leur famille et doivent parcourir des distances toujours plus longues pour trouver les sources. Elles ne boivent pas assez et tombent fréquemment malades. Avec les autorités locales, nous planifions donc une gestion intégrée de l'eau. Le but est que la population ait un meilleur accès à l'eau et que les personnes les plus vulnérables trouvent des solutions alternatives pour la culture du riz, par exemple grâce aux jardins verticaux. En empilant des récipients recyclés les uns sur les autres, on peut cultiver des légumes en utilisant moins d'eau et d'espace, ce qui renforce l'autosuffisance.

des heures dans l'eau salée jusqu'aux hanches. Avec parfois des conséquences dramatiques telles que des infections vaginales ou utérines. Les situations d'infertilité et les fausses couches se multiplient, et les femmes concernées sont souvent rejetées par leur mari. Dans la province de Satkhira, nous travaillons sur le stockage de l'eau de pluie pour l'accès à l'eau potable, en coopération avec les autorités, Swisscontact et les ONG locales. Ma tâche consiste notamment à veiller à ce que les fonds soient affectés aux personnes les plus vulnérables, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas aujourd'hui. ■



tisé. Je bois de l'eau, mange léger et réduis mes activités à l'extérieur. Mais, à Dacca, des millions de personnes vivent dans la rue. Elles sont exposées sans protection à la canicule. Beaucoup sont déshydratées, les hôpitaux et les dispensaires débordent.

L'adaptation au changement climatique fait partie des priorités de la DDC au Bangladesh. Nous venons de lancer le projet GO4IMPact dans le cadre duquel la Suisse investira quelque 29 millions de francs sur douze ans en faveur de la résilience climatique. Nous allons travailler dans les districts de Naogaon au nord et de Satkhira au sud. Ce sont deux des régions les plus touchées par le réchauffement planétaire. Dans le

Au sud-ouest, dans le delta du Gange, la situation se révèle différente. La région est régulièrement frappée par des cyclones. La population a appris à s'adapter et possède déjà une grande résilience climatique. J'ai moi-même grandi là-bas. Ma mère et mon frère y vivent toujours. Je connais des familles qui ont reconstruit leur maison quinze fois en raison des cyclones. Mais avec l'aggravation de la situation, beaucoup ne parviennent plus à s'adapter. Le niveau de la mer monte et inonde des villages entiers. Certaines sources d'eau souterraines se salinisent, d'autres voient leur niveau baisser et ne sont plus atteignables par forage. Une fois de plus, ce sont les femmes qui souffrent le plus. Elles pêchent de jeunes poissons dans les mangroves et les rivières, passant

ENGAGEMENT HUMANITAIRE POUR LES RÉFUGIÉS ROHINGYAS

Le Bangladesh a obtenu son indépendance du Pakistan en 1971. La Suisse a été l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec le nouvel État. L'engagement actuel de la Suisse soutient la résilience économique, l'accès aux services de base ainsi que la gestion des risques climatiques et des catastrophes. Outre le Bureau de coopération à Dacca, la DDC gère depuis 2017 un bureau de projet à Cox's Bazar, où vivent plus d'un million de Rohingyas musulmans qui ont fui le Myanmar à la suite des violences subies dans ce pays. L'engagement humanitaire de la Suisse contribue à améliorer leur accès à l'eau potable, à la nourriture, à un toit et à des installations sanitaires.

Voix du... Bangladesh

LA DÉFENSE DE LA CLASSE MOYENNE

La maison de ma famille dans le village de Chauddodona, au sud-est de Dacca dans le district de Comilla au Bangladesh, serait une demeure parfaite pour les fantômes. Mais malheureusement pour eux, toute la famille élargie du côté de mon père, soit une trentaine de personnes, s'y réunit chaque année à l'occasion de l'Aïd. Pendant quelques jours, la maison s'anime aux sons des jeux d'enfants, des commérages sans fin, des éclats de rire et des soirées dansantes qui durent jusque tard dans la nuit. Chauddodona est un exemple typique d'un village bangladais transformé par

les envois de fonds. Il n'y a pas si longtemps, nous possédions la seule maison en béton du village. Aujourd'hui, il y en a plus d'une trentaine, toutes extrêmement belles et de conception plus moderne. Toutes, sauf la nôtre, ont été construites grâce à l'argent envoyé par la population émigrée. Au fil des ans, notre humble demeure semble être le seul élément du village à ne pas avoir changé.

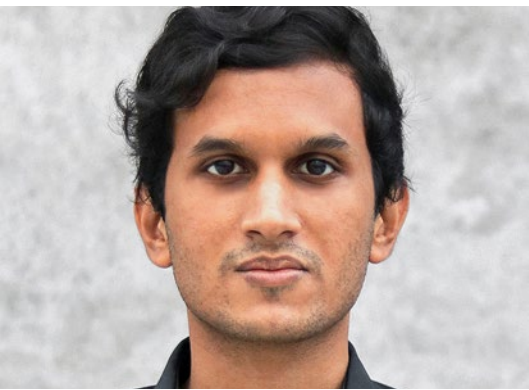
Il y a quelques années, alors que nous étions au village à la veille de l'Aïd al-Adha, mon père m'a dit: «Un de nos voisins a acheté un taureau de sacrifice pour cent cinquante mille takas.» Je savais que c'était beaucoup plus que ce que nous avons dépensé pour acheter notre propre taureau, soit environ soixante-huit mille takas.

Il percevait donc nettement plus d'argent que nous. Mais j'étais habitué à ce que beaucoup de nos voisins gagnent plus que nous. Pour information, lors de l'Aïd al-Adha, les musulmans et musulmans qui en ont les moyens doivent pratiquer le sacrifice d'un animal tel qu'un taureau, une chèvre ou un chameau.

Ne remarquant pas mon désintérêt, mon père poursuivit: «C'est sans importance! Ce ne sont pas des gens instruits. Ils ont gagné leur argent grâce à un travail manuel à l'étranger.» C'était une remarque tout à fait déplacée et injustifiée. J'ai été amusé de voir mon père se livrer à une telle gymnastique mentale, essayant de se convaincre que nous appartenions à une meilleure classe sociale bien que nous soyons moins bien lotis financièrement. Ce ne fut pas la dernière fois qu'il agissait de la sorte, en pointant du doigt le faible niveau ou l'absence d'études de certaines personnes.

Un an plus tard, mon père s'inquiétait que d'autres personnes me méprisent elles aussi pour la même raison, car je souhaitais devenir cinéaste sans passer par l'université. Ma mère et mon père, dont l'appétit de validation académique n'avait été que modérément satisfait par l'obtention, respectivement, d'un doctorat et d'un deuxième master, ont eu du mal à l'accepter au point de sombrer dans une mélancolie chronique. Ne pas avoir au moins un bachelor est tellement rare dans notre cercle social qu'ils craignaient de perdre la face à cause de moi. J'ai fini par changer d'avis et me suis inscrit à un cursus de bachelor que je n'ai pas détesté.

Ayant vécu toute ma vie au sein de la classe moyenne bangladaise universitaire, je peux affirmer que celle-ci est douloureusement consciente du fait qu'elle ne peut faire bonne figure dans la course à l'accumulation de richesses. Ses représentantes et représentants font toutefois preuve d'un grand zèle pour déterminer qui peut être considéré comme leur égal. Ainsi, au fil des ans, le niveau d'éducation est devenu le critère de choix pour mesurer le statut social, la respectabilité et parfois même le caractère d'une personne. Le fanatisme entourant les études a poussé de plus en plus de personnes à viser l'enseignement supérieur. Ironiquement, il y a étonnamment peu ou pas d'emplois adaptés pour celles et ceux qui obtiennent ces diplômes de haut niveau dans des universités réputées. ■



MAHIR FOYSAL est un critique littéraire bangladais qui s'intéresse actuellement à l'art et à la littérature postmodernes, à la fiction spéculative et aux échecs. Il est titulaire d'un bachelor en littérature anglaise de l'Université North South. Cinéphile passionné, Mahir Foysal considère toutes les salles de cinéma comme son deuxième foyer. Il réside à Dacca, au Bangladesh.



COUP DE POUCE À L'ÉCONOMIE NÉPALAISE

La DDC a lancé en 2020 un programme visant à soutenir les micro-, petites et moyennes entreprises du Népal lourdement affectées par la crise provoquée par le coronavirus. Le fonds Covid-19 a permis non seulement d'éviter des licenciements, mais aussi de créer quelque 400 nouveaux emplois et de renforcer l'économie locale.

Texte : Luca Beti

Les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) créent des emplois et sont un moteur important de développement dans les pays du Sud. Au Népal, pas moins de 300 000 MPME étaient enregistrées en 2018, sans compter toutes les entreprises informelles. Cette année-là, elles ont généré plus de 20% du produit intérieur brut et employaient 1,7 million de personnes. Mais la crise liée à la pandémie de Covid-19 les a mises à genoux. Selon une étude du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les MPME ont vu leurs recettes mensuelles chuter de 95% pendant cette période, les obligeant à licencier trois employés sur cinq.

Une grande partie des MPME népalaises ne parviennent pas à obtenir de crédit auprès des banques privées, ce qui freine leur croissance et les plonge dans de graves difficultés en situation de crise. Désireuse de leur porter secours, la DDC a lancé, en octobre 2020, un pro-

gramme de soutien économique via un fonds Covid-19, en collaboration avec la Banque néerlandaise de développement et le gestionnaire de fonds privé One to Watch.

Les trois raisons de la réussite

«Ce fut la première initiative de financement mixte mise en œuvre au Népal», relève Suman Joshi, directeur de One to Watch (financement mixte: voir encadré). Le programme visait à sauvegarder des emplois et à aider les entreprises à se relever de la crise.

Le fonds Covid-19 reposait sur deux piliers. Le premier d'entre eux a permis de convaincre les banques d'accorder des prêts aux MPME, qui généralement peinent à obtenir des crédits, le secteur financier privé les considérant comme peu intéressantes et trop risquées. Le second pilier a pris la forme d'une assistance technique, plus précisément d'un soutien au développement des entreprises pour renforcer leur résilience face aux crises, maintenir les emplois et favoriser la croissance. Trois raisons expliquent la réussite du programme, selon Suman Joshi: «La réaction rapide de la DDC, principal bailleur de fonds, la disponibilité des banques partenaires à

s'engager dans cette nouvelle voie et le soutien au développement des entreprises.»

FONDS COVID-19 AU BANGLADESH

Au Bangladesh, comme au Népal, les micro-, petites et moyennes entreprises peinent également à obtenir des crédits auprès des banques privées. Or, les MPME contribuent à hauteur de 25% au produit intérieur brut du pays et emploient quelque 7,8 millions de personnes. Pendant la pandémie, une grande partie de ces entreprises ont risqué de faire faillite en raison du confinement. Dans le sillage du succès enregistré au Népal, la DDC, en collaboration avec One to Watch ainsi que Truvalu.enterprises Limited, a lancé en 2022 un projet destiné à soutenir les MPME au Bangladesh. Objectif: épauler 33 entreprises, dont la plupart n'avaient jamais obtenu de prêt, et sauvegarder ainsi 350 emplois. Grâce à cette initiative, il est désormais plus facile pour les MPME d'accéder au crédit, une relation de confiance s'étant établie entre elles et les banques.

Cette entreprise de transformation du cuir s'est vu accorder un crédit, lui permettant non seulement de garantir les emplois mais aussi de mettre en place une nouvelle stratégie de marketing.

© Grégoire Thibault



Cent entreprises ont ainsi pu bénéficier de prêts sans intérêts ni garanties d'une durée d'un an octroyés par des banques privées, la DDC assumant les risques. Toutes ont remboursé leur crédit dans les délais. Par ailleurs, 40 MPME ont suivi des formations en matière de gestion financière, de comptabilité et de marketing. «Un facteur important a été l'accent mis sur l'assistance et les conseils pour, d'une part, aider les banques partenaires à sélectionner les

bénéficiaires des prêts et, d'autre part, encourager le développement des entreprises», précise Suman Joshi. Pour décrocher un crédit, celles-ci devaient satisfaire à un certain nombre de critères: être en activité depuis deux ans, employer au moins dix personnes et présenter un plan de relance. La préférence a été donnée aux MPME dirigées par des femmes et à celles qui entendaient faire avancer la numérisation.

Objectif numérisation

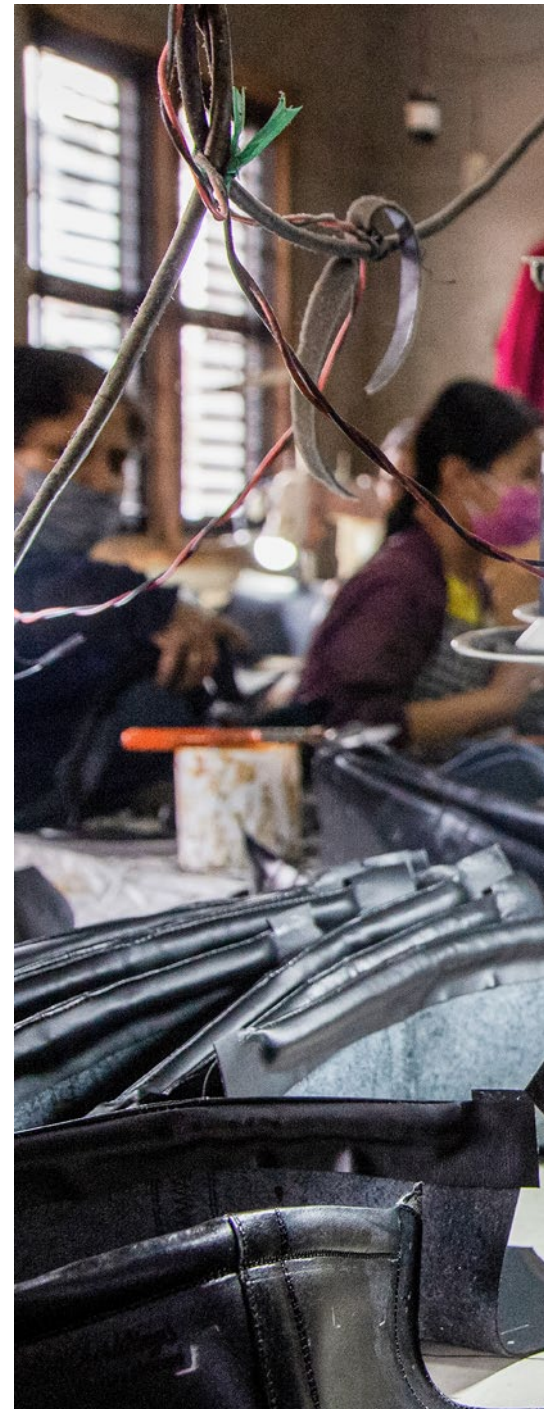
Le fonds Covid-19 a non seulement permis d'éviter le licenciement de plus de 1400 personnes, mais a également aidé les cent MPME soutenues à créer plus de 400 nouveaux emplois, à reprendre avec un nouvel élan leur activité d'avant le confinement, à se développer et à gagner la confiance des banques. L'une des entreprises ayant bénéficié du programme est Naman Care Home, une maison de retraite pour personnes âgées, dont les réserves d'argent ont peu à peu fondu durant la pandémie. Le crédit lui a permis de garantir la qualité des soins, d'améliorer les mesures de protection, d'accueillir de nouveaux patients et patientes et de maintenir les emplois.

Naman Care Home a remboursé le prêt et en a obtenu un nouveau, établissant ainsi une solide relation de confiance avec la banque partenaire.

La PME Leather Wings a aussi été assistée par le fonds. «Le soutien financier et technique nous a permis de nous redresser après la crise, de poursuivre notre activité et de garder notre personnel», déclare le directeur de l'entre-

Qu'il s'agisse d'une institution de soins (à gauche) ou d'une petite entreprise (ci-dessous), la pandémie de Covid-19 a plongé de nombreuses sociétés dans la crise.

© Grégoire Thibault



prise, Suraj Dahal. Leather Wings, qui emploie une soixantaine de personnes, produit des chaussures en cuir. Autre bénéficiaire, la société Nupste Craft, dirigée par des femmes. Elle offre du travail à des femmes marginalisées, qui fabriquent à la main des produits en laine feutrée à base de poils de chèvre. Le crédit lui a permis de déménager dans des locaux plus spacieux, où travaillent désormais 120 personnes, soit le double du nombre d'avant la pandémie. Les conseils en entreprise fournis par One to Watch ont en outre permis à la PME d'élaborer une nouvelle stratégie de marketing.

« Nous avons été agréablement surpris de constater que la majeure partie des

entreprises étaient ouvertes à l'idée de se numériser, en particulier pour les paiements en ligne et la publicité sur les médias sociaux », commente Suman Jo-

« LE SUCCÈS ENREGISTRÉ PAR LE FONDS COVID-19 ATTESTE QUE LA DEMANDE DE PRÊTS AU NÉPAL N'EST PAS ENCORE SATISFAITE »

Suman Joshi, de One to Watch

shi. Quant aux banques, elles ont adopté l'approche promue par le projet. Après avoir constaté qu'il s'agissait d'une clientèle fiable, elles ont octroyé de nouveaux crédits aux MPME et proposé des

formations en gestion financière, en comptabilité et en marketing, destinées à renforcer la solvabilité des entreprises.

Les expériences acquises lors de la mise en œuvre du programme, qui s'est achevé fin avril 2022, ont débouché sur une initiative similaire, qui sera portée par le gouvernement de la province de Koshi, avec le soutien de la DDC. « Le succès enregistré par le fonds Covid-19 atteste que la demande de prêts au Népal n'est pas encore satisfaite, souligne Suman Joshi, de One to Watch. Le financement mixte et le soutien aux entreprises ont servi de levier pour mobiliser les investissements du secteur privé en faveur du développement durable. » ■



touchés par le virus, sont formés pour accompagner les jeunes malades. Supervisés par des professionnels de la santé, les CATS (Community Adolescent Treatment Supporters) identifient les enfants et les jeunes non diagnostiqués, puis les conduisent vers les hôpitaux pour effectuer un dépistage et les aident à entamer un traitement et à le poursuivre, tout en veillant à leur bien-être psychique.

Stigmatisation des jeunes

Ashley Chinduta s'est vu proposer l'appui d'une CATS à la clinique David Nelson, sise à Muzarabini, au nord du Zimbabwe, alors qu'elle venait chercher ses médicaments. «Ma CATS m'a aidée à prendre mes comprimés comme prescrit par l'agent de santé. Elle m'a montré ceux qu'elle-même utilisait, et je me suis aussitôt sentie en sécurité et à l'aise à ses côtés», raconte-t-elle.

«Ma CATS me rappelle les dates de réapprovisionnement en antirétroviraux et celles auxquelles je dois me rendre à la clinique pour mesurer la charge virale. Elle me rend aussi visite à la maison pour parler de mes soucis. Nous discutons également des questions relatives à la santé sexuelle et reproductive, qui sont essentielles pour les personnes de notre âge», poursuit Ashley Chinduta.

Dans son pays, qui compte plus de 16 millions d'habitantes et d'habitants, on estime à 1,2 million le nombre de personnes vivant avec le VIH, dont 16% ont moins de 24 ans. Les jeunes séropositifs ont une santé et des résultats psychosociaux médiocres par rapport aux adultes tout au long de la chaîne de soins du VIH. En cause: la stigmatisation et la discrimination perçues et vécues, ainsi

que les défis liés à la sexualité naissante et aux préoccupations concernant les relations, les futures maternités et le mariage. En outre, le système de santé publique se révèle très fragile, notamment en raison de l'insuffisance des ressources. Aussi le programme renforce-t-il les capacités du personnel soignant sur les questions liées au VIH et à la protection sociale. «L'objectif est de créer un environnement favorable pour les enfants et les jeunes vivant avec le virus», relève Rumbidzai Matewe, chargée de programme Santé à la DDC.

Quant aux futurs CATS, des bénévoles, elles et ils reçoivent une formation avec des informations actualisées sur le VIH et la protection sociale des enfants. La tuberculose, la santé mentale, le changement climatique ainsi que la santé sexuelle et reproductive sont aussi abordés, précise Rumbidzai Matewe.

William Ncube, 21 ans, a suivi la formation en novembre dernier, souhaitant aider ses pairs «à faire face aux défis quotidiens de la vie»: «Je peux désormais leur fournir des conseils à domicile, à la clinique, au groupe de soutien et par téléphone. J'ai par ailleurs compris l'importance de la divulgation de la séropositivité et j'ai réussi à révéler la mienne à ma petite amie en janvier», dévoile le jeune homme, qui habite à Lukosi, à l'ouest du pays.

Apprendre des autres

Orphelin de mère et de père, William Ncube vit avec le VIH depuis sa naissance. «J'ai été testé en 2007 et j'ai commencé à suivre un traitement antirétroviral, mais on m'a dit qu'il était destiné aux maux de tête. C'est en 2014 que ma grand-mère et une infirmière m'ont révélé ma séropositivité», souffle le Zimbabwéen.

«Être aujourd'hui au service de ma communauté me procure de la joie et du plaisir. Le plus grand défi auquel je suis confronté est celui des longues distances que je dois parfois parcourir pour

atteindre les patientes et patients.» Certains habitent à une vingtaine de kilomètres de l'hôpital. William Ncube enfourche alors le vélo que lui a fourni le programme. «Les gens demandent beaucoup d'informations, sous forme de dépliants par exemple, ou de conférences avec des spécialistes», indique-t-il.

Ashley Chinduta apprécie particulièrement les informations fournies par les CATS ainsi que le partage d'expériences. Participant à un groupe de soutien, elle apprend des autres et se sent à présent «plus forte»: «Je n'ai plus à affronter la vie seule, nous nous entraînons mutuellement.»

L'adolescente a vu sa santé et son bien-être mental s'améliorer, alors que sa charge virale était très élevée. Elle sait à quelle heure elle doit prendre ses médicaments et assure le faire tous les jours. De plus, «la venue d'une CATS dans notre famille m'a permis de discuter ouvertement des questions liées au VIH avec mes parents ainsi qu'avec mes frères et sœurs», se réjouit Ashley Chinduta. Et de lâcher: «Je vis désormais pleinement ma vie. Le ciel est la seule limite à mes rêves.» ■

AU-DELÀ DU CADRE MÉDICAL

Le programme Zvandiri travaille également dans les écoles, avec le corps enseignant et les élèves. Lesquels sont sensibilisés au VIH ainsi qu'à la santé sexuelle et reproductive. Des informations liées à ces thématiques sont par ailleurs publiées sur les plateformes scolaires. «Les chefs religieux et les membres de la communauté sont également engagés dans les dialogues communautaires pour tenter de résoudre les défis et les obstacles auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes en matière d'accès aux services», indique Rumbidzai Matewe, de la DDC.

Deux jeunes femmes atteintes du VIH sensibilisent les gens sur leur infection et luttent ainsi contre la stigmatisation à Harare, au Zimbabwe.

© Ambassade Suisse Zimbabwe

DE L'EAU POUR LA POPULATION AU LIBAN

Avec ses montagnes enneigées et ses nombreuses sources, le Liban est souvent considéré comme le château d'eau du Moyen-Orient. Pourtant, la population n'a accès à l'or bleu qu'en quantité insuffisante et à des fréquences irrégulières. Pour remédier à la situation, la DDC réhabilite notamment les installations sanitaires dans les écoles et des stations de pompage.

Texte : Zélie Schaller

Depuis de nombreuses années, le Liban traverse une grave crise d'approvisionnement en eau. Plusieurs éléments sont en cause: la diminution des précipitations et de la neige due au réchauffement climatique qui met en péril les ressources, les possibilités de stockage manquantes ainsi que des infrastructures de distribution vétustes après des décennies de sous-investissements.

L'arrivée de nombreux réfugiés syriens a, de plus, mis la pression sur la demande. Le Liban a accueilli environ 1,5 million de personnes ayant fui la guerre en Syrie, en plus des nombreux réfugiés palestiniens qu'il comptait déjà. Sa population s'élève désormais à quelque six millions d'habitantes et d'habitants.

À tous ces facteurs est venue s'ajouter une terrible crise politique et économique dès 2019, sans compter l'explosion du port de Beyrouth en août 2020. Dans ce contexte, la livre libanaise a subi une chute vertigineuse, ayant perdu plus de 98% de sa valeur face au dollar. Et ce plongeon se poursuit à une vitesse périlleuse. Avec des conséquences dramatiques: l'inflation grimpe en flèche et de nombreux emplois sont supprimés, aggravant la vulnérabilité de la population, autant libanaise que réfugiée. Ces troubles ont également entraîné des pé-

nuries d'électricité qui affectent tous les secteurs vitaux du pays, en particulier celui de l'eau qui s'effondre.

Toilettes dans les camps et les écoles

L'utilisation non durable des ressources hydriques, la mauvaise gestion des eaux usées et les problèmes de traitement réduisent, par ailleurs, la disponibilité de l'eau potable. Aussi, les tensions entre Libanais eux-mêmes et entre communauté locale et réfugiés s'accroissent. Seuls 36% de la population ont accès au

réseau national de distribution d'eau. Pour améliorer la situation sanitaire des personnes réfugiées dans les campements informels ainsi que celle des institutions telles que les écoles, la DDC soutient un projet de la Croix-Rouge libanaise (CRL). «Celle-ci a installé des toilettes [dans notre camp] pour réduire la contamination et les maladies», se réjouit un réfugié syrien vivant dans le gouvernorat de l'Akkar, au nord du pays.

Dans le même gouvernorat ainsi que ceux de Baalbek-Hermel et de la Bekaa, les installations sanitaires de dix écoles publiques, comptant près de 3000 élèves





Deux projets de la DDC achevés dans la vallée de la Bekaa: la station de pompage d'eau de Nabi Chite restaurée et fonctionnant à l'énergie solaire (à gauche) et un nouveau laboratoire d'analyse des eaux usées lors de son inauguration.

© DDC

au total, ont été réhabilitées. «L'entretien des établissements scolaires est devenu un véritable défi dans le contexte de la crise actuelle. Sans le soutien de la Croix-Rouge libanaise, nous n'aurions pas pu remettre en état les toilettes pour les garçons et les filles», relève le

directeur d'une école du gouvernorat de l'Akkar. Les établissements ont également été équipés de poubelles pour une gestion appropriée des déchets solides. «Parallèlement, les élèves ont été sensibilisés au recyclage et au tri, ainsi qu'au lavage des mains et à l'hygiène personnelle», indique Michelle Jalkh, chargée de programme pour l'eau et l'assainissement au Bureau de la coopération suisse au Liban. Comme les élèves, les familles dans les campements ont suivi des ateliers de sensibilisation à l'hygiène.

Pour soutenir également la communauté hôte, la CRL a fourni des pan-

neaux photovoltaïques aux municipalités et aux entreprises qui exploitent des stations de pompage d'eau. Ces installations permettent de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et d'assurer un approvisionnement continu. «Reposant sur la lumière du jour, les systèmes de pompage fonctionnent jusqu'à huit heures durant la journée. Pendant ce temps, les familles peuvent stocker l'eau fournie dans leurs réservoirs: celle-ci est directement accessible dans les maisons, explique Michelle Jalkh. Les ménages ont désormais suffisamment d'eau pour leurs besoins quotidiens et leur hygiène personnelle.»

Automatisation

Dans le cadre d'un autre projet qu'elle mène directement pour réduire les tensions autour des ressources et promouvoir la paix entre les communautés, la DDC contribue à améliorer la gestion et l'exploitation technique du Bekka Water Establishment (BWE). La vallée de la Bekaa abrite un million d'habitantes et d'habitants, dont 376 000 réfugiés. Pour assurer l'accès à l'eau et renforcer l'efficacité de la BWE, plus de 50 stations de pompage ainsi que douze réservoirs ont été réhabilités et automatisés. La Suisse a également fourni des panneaux solaires: «Grâce à ce soutien, six villages, soit 52 000 habitantes et habitants, ont un accès continu à l'eau», se félicite Khalil Azar, chef de département à la BWE.

Pour contrôler la qualité de l'eau, un laboratoire a en outre été construit. Les données récoltées permettent de réagir au plus vite en cas de problème. «Vingt-cinq techniciens ont été formés sur le traitement des eaux usées et les processus, et une douzaine sur la chloration», précise Michelle Jalkh. Un travail on ne peut plus important pour éviter les maladies transmises par l'eau, telles que le choléra. Ce dernier est réapparu l'an passé au Liban, révélateur de la crise de l'eau. ■



LES COMPENSATIONS CARBONE, SOLUTION OU ILLUSION ?

La Confédération et de nombreuses entreprises suisses souhaitent compenser leurs émissions de CO₂ dans des pays partenaires, notamment via des projets de développement. Mais certains certificats ne tiennent pas leurs promesses et reflètent des économies beaucoup plus basses qu'indiqué.

Texte : Samuel Schlaefli

Apaiser sa conscience écologique en compensant ses émissions quand on prend l'avion, c'est possible en achetant des certificats de CO₂. Ceux-ci attestent que la pollution carbone occasionnée sera compensée quelque part sur la planète, souvent dans le Sud. Un mécanisme que les spécialistes de l'environnement et du développement qualifient depuis longtemps de «commerce des indulgences» moderne ou de «greenwashing».

Scandale

Cette critique s'est renforcée au début de l'année par les révélations des journaux *The Guardian* et *Die Zeit*: les économies de CO₂ réalisées grâce à des projets de protection des forêts en Amérique latine, vendues sous forme de certificats à des entreprises et à des particuliers, n'avaient en réalité aucune valeur pour la protection du climat (voir encadré). «Ce scandale ne m'a pas du tout surpris, déclare David Knecht, responsable de l'énergie et de la justice climatique

auprès de l'ONG suisse Action de Carême. Les règles peuvent donner lieu à des erreurs d'appréciation. Et comment peut-on affirmer qu'une forêt protégée aujourd'hui va perdurer pendant 50 ou 100 ans et qu'il est possible d'économiser en permanence une certaine quantité de CO₂?» David Knecht n'est pas fondamentalement opposé aux compensations carbone. Action de Carême en vend elle aussi, l'aspect financier intéressant l'organisation: «C'est une nouvelle possibilité de financer notre engagement en faveur des personnes défavorisées dans le Sud global», indique David Knecht.

D'après lui, tout n'est pas pareil: il y a la compensation d'émissions qui seront potentiellement économisées à l'avenir, comme dans le cas de la protection des forêts pluviales. Et il y a les émissions effectivement évitées, par exemple les arbres qui n'ont pas été abattus parce que les personnes ont eu accès à une autre source d'énergie pour cuisiner.

C'est ce genre de solutions alternatives qu'Action de Carême soutient depuis 2013 dans la région rurale de Kitui, au Kenya. L'organisation, en collaboration avec l'antenne locale de Caritas, a remplacé plus de 17000 foyers par des cuisinières plus efficaces et consommant deux fois moins de bois. Avec à la clé des

émissions de gaz à effet de serre plus basses et une population mieux protégée contre les fumées nocives. Action de Carême vend les économies de CO₂ ainsi réalisées sous forme de certificats. Les particuliers, les entreprises et les paroisses peuvent les acheter via la plateforme klima-kollekte.de. Ainsi, 23515 cuisinières ont été installées pour 71413 tonnes de CO₂ économisées jusqu'à fin 2020, permettant la vente de certificats à hauteur d'environ 970000 francs. Le processus de certification s'appuie sur le Gold Standard. La qualité des économies de CO₂ est établie par des audits externes sur le terrain. «Mais nous n'avons jamais proposé de label permettant aux entreprises de se qualifier de neutres en carbone, ce qui serait une illusion», souligne David Knecht.

Accords bilatéraux de compensation

Les États recourent, eux aussi, aux compensations pour minimiser leur empreinte carbone. La loi sur le CO₂ prévoit que la Suisse compense jusqu'à 25% de ses émissions à l'étranger. Depuis 2020, notre pays a donc conclu des accords bilatéraux de compensation avec onze États. L'article 6.2 de l'Accord de Paris permet ce type d'accord pour soutenir les pays partenaires en matière d'éner-

Un accord critiqué: Berne voulait faire comptabiliser en Suisse les économies d'énergie réalisées dans le secteur du bâtiment en Géorgie.

© Laetitia Vancon/NYT/Redux/laifPages

gies renouvelables, d'efficacité énergétique, de mobilité électrique, d'agriculture ou de gestion des déchets. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV), qui est responsable de ces accords, a explicitement exclu les projets de stockage biologique du CO₂ et de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, soit le genre de projets fortement décriés depuis les révélations du début de l'année.

Du reste, depuis l'Accord de Paris, les pays du Sud sont, eux aussi, tenus de réduire leurs émissions de CO₂ pour respecter l'objectif fixé de 1,5°C de réchauffement maximum. Mais les certificats achetés par la Suisse ont pour conséquence que les mesures de protection du climat au Malawi ou au Ghana comptent pour les objectifs climatiques suisses et non ceux des pays en question, la double comptabilisation étant exclue. Les projets de la Suisse ne peuvent pas se confondre avec les plans de réduction des pays et doivent représenter une économie supplémentaire de CO₂, ce qui n'est pas toujours facile à délimiter.

Un exemple est la Géorgie: la Confédération voulait aider le pays à rénover ses bâtiments publics pour les rendre plus efficaces sur le plan énergétique tout en faisant comptabiliser en Suisse les économies réalisées. Or, selon le New Climate Institute, un cabinet de conseil d'utilité publique, ces économies de CO₂ sont déjà mentionnées dans les accords avec l'UE et la stratégie de la Géorgie. En concluant de tels accords, les États industrialisés privent les pays moins développés des moyens les plus simples d'atteindre leurs propres objectifs climatiques dans le cadre des accords internationaux.

Différencier les flux financiers

Deux des onze États avec lesquels l'OFEV a conclu des accords bilatéraux pour des compensations carbone, le Malawi et la Géorgie, font actuellement partie des pays prioritaires de la DDC. «Nous sommes encore hésitants en ce qui

concerne les compensations», explique André Mueller, chargé de programme à la section Climat et environnement de la DDC. Il est vrai qu'il s'agit d'une source de financement intéressante pour les projets qui ne sont pas autofinancés et qui réduisent les émissions de manière mesurable. «Mais il est souvent difficile de différencier entre les flux financiers qui concernent les certificats de CO₂ liés aux objectifs nationaux de réduction et ceux de la coopération au développement.» C'est pourtant ce que l'OCDE exige de ses pays membres, parmi lesquels la Suisse.

André Mueller entrevoit néanmoins plusieurs scénarios possibles. Par exemple, un projet de la DDC pour la promotion du photovoltaïque en région rurale, financé par des fonds publics de développement, pourrait être ensuite introduit à grande échelle par l'OFEV en vue de la protection du climat dans le cadre d'accords bilatéraux. Des conseils techniques seraient également envisageables pour permettre aux pays partenaires de délivrer des certificats de CO₂.

De plus, les compensations carbone pourraient créer une source de revenus supplémentaires pour les familles paysannes des pays partenaires de la DDC qui auraient adapté leur exploitation agricole dans le sens de la protection du climat. «Du point de vue du développement, ce serait tout à fait intéressant, observe André Mueller. Mais le calcul des économies de CO₂ reste très aléatoire pour de tels projets.»

Selon David Knecht, les compensations carbone sont un modèle dépassé, même si le projet des cuisinières au Kenya est autosuffisant grâce aux certificats de CO₂: «D'ici à 2025 au plus tard, nous passerons complètement au financement climatique.» Les particuliers ou les entreprises ne pourront plus se faire créditer les émissions économisées au Kenya, mais pourront seulement prouver qu'ils ont contribué à la réduction des gaz à effet de serre dans un pays partenaire. David Knecht est convaincu que cette solution permettra aux en-

treprises ou aux communes de prouver qu'elles assument une responsabilité en matière de politique climatique. Et cela sans priver les pays partenaires des meilleures options de réduction de leurs propres émissions. ■

LE SCANDALE DE LA COMPENSATION CARBONE

Selon une enquête des journaux *The Guardian* et *Die Zeit*, une grande partie des certificats de CO₂ négociés sur le marché volontaire de la compensation carbone ne contribuent pas à la protection du climat. Verra, le plus grand organisme mondial de certification, a fortement exagéré les économies réelles de CO₂ lors de ses calculs dans le cadre de son standard VCS (Verified Carbon Standard). Quelque 90% des certificats délivrés pour la protection des forêts en Amérique du Sud ne semblent correspondre à aucune économie réelle de CO₂. Des structures helvétiques comme South Pole et myclimate ont, elles aussi, vendu des certificats VCS à des entreprises en Suisse, permettant à celles-ci de présenter leurs produits comme «neutres en carbone». L'an dernier, myclimate a remplacé la mention VCS par «impact»: depuis cette année, ce label ne sert plus à vendre des compensations, mais seulement à attester des économies de CO₂ réalisées dans un pays partenaire.

LGBT : LE BÉNIN, L'AFRIQUE ET LE MONDE

Il n'y a pas longtemps sur une chaîne belge, j'ai suivi un documentaire poignant sur un homme transgenre. La chirurgie d'affirmation sexuelle a installé cette personne dans un état traumatique avec des interrogations sur son existence en tant qu'être presque asexué, en détresse d'être ce qu'elle est devenue.

L'émotion suscitée par cette situation me renvoie, dix ans plus tôt, à un autre cas en Afrique, dans la communauté des pratiquantes et pratiquants du culte vaudou, les Mammisis. Dans le panthéon de cette religion africaine vieille de plusieurs siècles, Mamy Wata, déesse des eaux, est une divinité qui encourage



FLORENT COUAO-ZOTTI est écrivain, journaliste et critique d'art béninois. Auteur d'une vingtaine de romans, de nouvelles et de pièces de théâtre publiés chez Gallimard et Le Serpent à plumes, il a été distingué par plusieurs récompenses, dont le prix Roland Jouvenel de l'Académie française en 2019. Il vit et travaille à Cotonou, la capitale économique et plus grande ville du Bénin.

ses adeptes à utiliser tous les artifices de séduction pour plaire et conquérir. Pour le peuple Guen, établi sur la côte du Bénin, du Togo et du Ghana, être sujet de Mamy Wata, c'est célébrer la féminité, préparer son corps et l'offrir comme objet de désir à sa déesse, pour aspirer à la félicité.

Sortie du couvent de Mamy Wata à Cotonou, la plus grande ville du Bénin, Solie, fiancée à un photographe, a changé d'orientation sexuelle. Désormais, sa partenaire est une Mammisi qu'elle a rencontrée lors de son initiation. Ses parents ont eu beau faire, ils l'ont rappelée à l'ordre, menacée même de la renier: Solie est restée de marbre. Acculée, la jeune femme s'est immolée par le feu, provoquant une vive émotion dans la communauté. Être transgenre, c'est quoi? Pourquoi se sentir autre dans un corps auquel on a voulu appartenir? Être homosexuel, cela induit quoi en Afrique?

Le changement d'orientation sexuelle, contrairement aux idées répandues, n'est en Afrique pas lié à un phénomène venu de l'Occident «dévoté et dégénéré». L'homosexualité n'y est pas non plus une pratique imposée. C'est un choix délibéré, qui existe à la naissance ou au cours de l'évolution de l'être, assumé parfois avec douleur dans un environnement violemment hostile où la majorité des pratiques est demeurée classique.

Le sujet, en tout cas, est loin de susciter le consensus. Si l'on reconnaît une telle réalité en Afrique, les tenants de la ligne dure refusent qu'elle soit instrumentalisée par le mouvement international LGBT au discours parfois brutal et dirigiste. C'est également à ce niveau qu'il faut que les militantes et militants de la cause homosexuelle fassent un effort pour ne pas desservir, par leurs positions et leurs narratifs, la cause qu'elles et ils défendent. Ces personnes ne voient

pas ce que les siècles de diktat du modèle occidental – réel ou supposé – ont créé comme rejet dans les sociétés africaines. Elles ne voient pas qu'en Afrique s'est développée une méfiance des copié-collés et que s'immiscer dans les espaces tabous des Africaines et Africains où existent déjà des expériences de gestion des sexualités marginales risque de provoquer braquage et révolte. «Ce que tu fais dans ta chambre à coucher ne me concerne pas», s'insurge un chanteur populaire sénégalais, mais pourquoi vouloir me le montrer et s'indigner du fait qu'on ne le reconnaît pas? ■

LE KICK BOXING POUR CONTRE LA VIOLENCE

Douze ans après le Printemps arabe, les espoirs en Tunisie ont cédé la place aux désillusions. La crise économique, qui gangrène le pays, touche particulièrement les jeunes. Le kick boxing leur permet de canaliser leurs frustrations et leur colère.

Texte : Zélie Schaller

Plus de dix ans après la Révolution en Tunisie, berceau des Printemps arabes de l'hiver 2010-2011, les espoirs sont déçus. La population observe une dégrada-

tion de la situation socio-économique, affectant particulièrement les jeunes. Vulnérables, ces derniers sont davantage susceptibles d'être tentés par la

radicalisation. Avec, pour conséquences, l'extrémisme violent, la migration clandestine et le crime organisé.

Pour accompagner les jeunes, la Suisse soutient le club Kram Team, une équipe professionnelle de kick-boxing basée au Kram. Dans cette banlieue populaire et marginalisée non loin de La Goulette au nord de Tunis, violence et délinquance sont quotidiennes. Isolée et livrée à elle-même, la jeunesse n'a d'autre possibilité que de s'exprimer.

« Pour lui offrir une activité de loisir, lui ouvrir des perspectives et lui donner de l'espoir », Mehdi Hammami, juriste



© Kram Team (6)







de formation et féru de kick boxing, a fondé le Kram Team en 2012. Parce qu'il est «convaincu qu'à travers le sport on peut créer le changement social». «Les sports de combat en particulier permettent de canaliser la violence et la frustration. Exigeant une certaine discipline, ils encouragent le dépassement de soi», explique Mehdi Hammami.

Ils transmettent également des valeurs. Asma Torjmen a appris «la persévé-

rance, le respect et l'humilité». La jeune femme de 23 ans a choisi le kickboxing, car «c'est un sport qui sollicite à la fois le corps et l'esprit. Il améliore l'endurance, la coordination et la maîtrise de soi. Cela m'a permis de développer ma confiance en moi et ma capacité à surmonter les défis. Des compétences essentielles dans ma vie quotidienne», souligne-t-elle.

Gratuits, ouverts à toutes les catégories d'âge ainsi qu'aux personnes en situa-

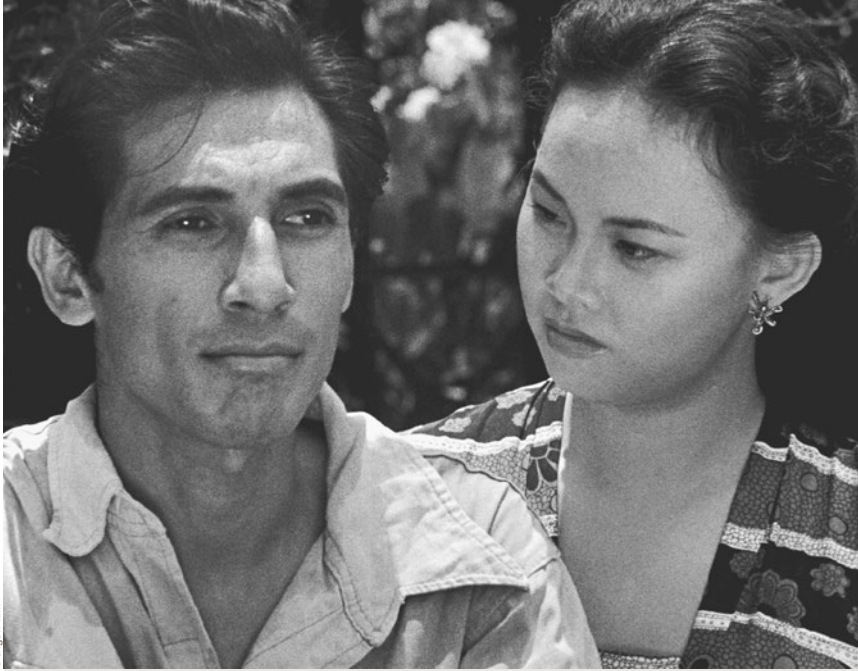
tion de handicap, les cours sont dispensés trois fois par semaine par dix formatrices et formateurs professionnels. Ils ont lieu en petits groupes en fonction des niveaux et des objectifs. «Au-delà des entraînements, les jeunes nous confient leurs préoccupations. Nous les aidons à résoudre les problèmes qui surgissent dans leur vie quotidienne, scolaire et professionnelle. Nous les soutenons également psychologiquement», relève Mehdi Hammami. Et de lâcher: «Nous sommes comme une famille.» «Une communauté chaleureuse et encourageante», confirme Asma Torjmen.

Prévenir le sexisme

Le club compte aujourd'hui 300 élèves et membres. Le nombre de femmes a bondi ces dernières années. L'espace d'entraînement ayant été agrandi et les vestiaires aménagés séparément pour les hommes et pour les femmes, nombre d'entre elles se sont laissées séduire par l'endroit. «Les mères qui venaient accompagner leurs enfants se sentent désormais ici chez elles. Alors qu'elles n'avaient jamais fait de sport, elles pratiquent aujourd'hui le kick boxing avec aisance et assurance», se réjouit Mehdi Hammami.

En outre, pour lutter contre les stéréotypes de genre et le sexisme, un atelier de réflexion a été organisé en collaboration avec l'association The North African Policy Initiative, et est situé à Tunis. D'autres ont été mis sur pied sur les thèmes notamment de la violence dans le milieu scolaire ou encore de l'inclusion des jeunes dans l'élaboration des politiques publiques. «Des ateliers pour, par et avec les jeunes», résume Mehdi Hammami. ■





© trigon-film

CULTIVER LE PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE

(wr) Martin Scorsese n'est pas seulement un réalisateur hors norme. Il est également un cinéphile passionné qui connaît parfaitement l'histoire du cinéma et s'engage pour le patrimoine cinématographique. Avec d'autres cinéastes de renom, il a créé l'organisation World Cinema Project (WCP) visant à numériser et à restaurer les films anciens. La fondation suisse trigon-film s'engage depuis trente-cinq ans à faire connaître des films exceptionnels du Sud et de l'Est et à numériser des classiques. Elle s'occupe également de films du WCP, qu'elle publie pour la première fois en DVD. Après une première collection, le coffret *World Cinema 2* vient de paraître aux éditions trigon-film. Il réunit le long métrage marocain *Alyam, Alyam* d'Ahmed El Maanouni, le classique indonésien *After the Curfew* d'Usmar Ismail et le chef-d'œuvre camerounais de Jean-Pierre Dikongué-Pipa, *Muna Moto*. Tous les films sont soigneusement restaurés et sous-titrés en français et en allemand.

World Cinema 2; les films sont disponibles dans un coffret avec livret sur <https://www.trigon-film.org/fr> où l'on trouve un grand choix d'œuvres exceptionnelles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

FILMS

NE PAS SOMBRER, SE BATTRE



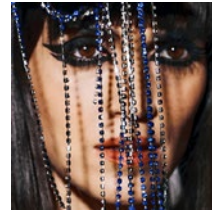
© trigon-film

(ca) La République des Îles Marshall est un État insulaire de l'océan Pacifique composé de deux chaînes d'îles presque parallèles comprenant 29 atolls, près de 1225 îles de taille variable et 870 récifs. La plus grande partie des îles Marshall se situe à moins de 1,8 mètre au-dessus du niveau de la mer.

En raison du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer, elles pourraient devenir inhabitables d'ici à 2050 selon certaines prévisions. Conçu et réalisé avec la participation de la population insulaire, le documentaire *One Word* traite des effets du réchauffement planétaire sur l'archipel. Son sous-titre: *We are not drowning, we are fighting* (« Nous ne nous noyons pas, nous nous battons »). C'est ce message que les protagonistes souhaitent faire passer. Grâce à sa démarche participative, le film réussit à décrire la menace bien réelle de la crise climatique, mais aussi la force, les espoirs et la volonté d'adaptation de la population. *One Word*, de Viviana Uriona; en anglais, sous-titré en français. <https://www.filmeeweltvod.ch/film:one-word-f&lang=fr>

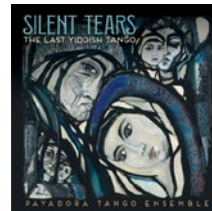
MUSIQUE

MESSAGE PACIFIQUE



(er) Dans le studio clandestin d'une cave d'Istanbul, onze titres entraînants ont été enregistrés en dix jours. La chanteuse israélienne Liraz est accompagnée de musiciennes et musiciens iraniens au violon, à l'alto et au tar (luth iranien en bois à la taille de guêpe). Le nom des artistes n'est pas divulgué, puisqu'elles et ils ont quitté Téhéran illégalement. Leur troisième album s'intitule *Roya* (« Fantaisie » en farsi): un mélange passionnant de mélodies de danse du Moyen-Orient et de sonorités rétro-persanes, sur fond de synthétiseur et de groove palpitant. Les textes en farsi sont des ballades d'amour remplies d'émotion. Liraz, 45 ans, vient d'une famille juive séfarade. Elle aspire à un monde pacifique qui permette aux artistes de travailler ensemble. Son œuvre lance un message puissant, alors qu'elle construit des ponts entre communautés juives et musulmanes, entre Israël et son ennemi juré, l'Iran, entre hier et aujourd'hui, entre musique traditionnelle et pop. *Liraz, Roya (Glitterbeat/Indigo)*

UN HÉRITAGE PUISSANT



(er) Des paroles choquantes en yiddish et en polonais (en anglais dans le livret) évoquent les expérimentations humaines, la stérilisation forcée et les abus sexuels subis par quinze survivantes juives de l'Holocauste, aujourd'hui décédées. On découvre également les notes de Molly Applebaum, 93 ans, qui vit à Toronto. Cette dernière a rédigé son journal intime à l'âge de douze ans en Pologne et l'a caché dans une petite caisse en bois sous terre pour le soustraire aux nazis. Un martyr mis en musique par quatre excellentes chanteuses et le groupe canadien Payadora Tango Ensemble. Les neuf morceaux joués au piano, au bandonéon, au violon et à la contrebasse résonnent dans la tradition du tango de l'entre-deux-guerres au sein des communautés

juives d'Europe centrale. Une valse rom est jouée à l'accordéon par le virtuose moldave Sergiu Popa, pour nous rappeler que les Roms ont, eux aussi, été victimes du génocide nazi. Au printemps 2023, le puissant héritage de l'album *Silent Tears: The Last Yiddish Tango* se classait en tête des musiques du monde les plus écoutées. *Payadora Tango Ensemble*, *Silent Tears: The Last Yiddish Tango* (*Six Degrees*)

UN LANGAGE MUSICAL UNIQUE



(er) Une voix puissante et rauque, charismatique et incantatoire: c'est celle de la chanteuse haïtienne Moonlight Benjamin, 52 ans, domiciliée en France. Dans son cinquième album *Wayo*, mot qui signifie « cri de douleur » en créole haïtien, elle s'adresse à un guide spirituel en interrogeant les origines de l'humanité. Ce thème est souligné par de gros riffs de guitare et des tourbillons rythmiques, mêlant blues-rock et mélodies vaudou. La Patti Smith des Caraïbes, comme elle est surnommée dans les médias, a grandi dans un orphelinat protestant où elle a appris à chanter dans une chorale. Depuis, elle a tourné le dos aux cantiques et au gospel pour suivre une formation de jazz en Europe et créer son propre style musical. Elle est soutenue par son compagnon de longue date, le guitariste et arrangeur français de jazz-rock Matthijs Pascaud. Le résultat de cette collaboration: un langage musical unique! *Moonlight Benjamin, Wayo* (*Absilone/Galileo Music*)

À ÉCOUTER

PODCAST DE LA DDC



(bf) Le podcast de la DDC intitulé *Un plus pour l'humanité* paraît une fois par mois et traite de divers thèmes de la coopération internationale et de l'aide humanitaire. Il donne la parole à des expertes et experts de la DDC, de pays et d'organisations partenaires ainsi qu'à des personnes sur le terrain qui présentent des projets et évoquent

le quotidien des populations. « Turquie: la Suisse assure l'accès à l'eau potable et à l'assainissement après le séisme », « Burkina Faso - L'école, un refuge et une issue à la crise », « Tadjikistan: l'eau comme élément fédérateur » ou « Développement durable: la voie à suivre pour obtenir des résultats » sont quelques-uns des thèmes abordés ces derniers mois.

Podcast de la DDC Un plus pour l'humanité: <https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home.html> (recherche: podcast)

FORMATION CONTINUE

DIPLÔMES POSTGRADES

Au semestre d'automne 2023, le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose les formations continues suivantes:

- Planning and Monitoring of Projects (18-22.9 + un jour de préparation)
- Impact Evaluation in Practice (3-6.10 + un jour de préparation)
- Fraud and Corruption: Prevent, Detect, Investigate, Sanction (23-25.10)
- VET between Poverty Alleviation and Economic Development (6-10.11)
- Decolonizing Aid (13-17.11 + un jour de préparation)
- The SDGs in an Urbanising World (20-22.11)
- Social Entrepreneurship - Driving Sustainability in Business (23-24.11)
- Qualitative and Participatory Research Methods for Development Practitioners (29.11-1.12)
- Engaging with Policy Processes: Strategies and Tools (4-6.12)
- Strategies for Behaviour Change (11-15.12)
- Migration and Development (18-20.12)

Renseignements et inscription: nadel.ethz.ch

LIVRES

DIX CONTES POUR CÉLÉBRER LA PAIX



(zs) Ce recueil de contes traditionnels du monde entier nous livre les clés pour vivre en paix. Avec soi-même, avec les autres. Il s'intéresse aux origines de la guerre: la négligence, l'envie, l'orgueil. Et aux valeurs qui peuvent l'éviter: la solidarité, le respect. Porteurs d'espoir, ces contes emportent les plus jeunes aux quatre coins de la planète, du Danemark à la Corée, en passant par le

Zimbabwe. Au Myanmar et en Thaïlande aussi, avec une histoire intitulée *Le roi gourmand de miel*: le monarque est avide de miel au point de laisser réduire en cendres sa ville et son palais. Le secret de la paix est une chose simple, dévoile l'ouvrage. *Marilyn Plénard* (scénario) et *Mayeul Vigouroux* (illustration), *Contes de la paix*. 10 histoires du monde entier, *Éditions de la Martinière, Paris, 2022*

CONTRE LA MALTRAITANCE DES FEMMES GUINÉENNES



(zs) Cet ouvrage collectif regroupe des voix et des regards provenant d'horizons divers, mais axés sur une thématique identique: celle de la souffrance féminine. Les jeunes autrices dénoncent les formes de violences perpétrées contre les femmes, retraçant les parcours héroïques de victimes qui ont fait preuve d'une incroyable résilience. Avec courage, elles se dressent contre la « sauvagerie » qui sévit en Guinée et plus généralement en Afrique: viol, mariage forcé, divorce avec répudiation, marginalisation, abandon, excision abîment la vie des filles et des femmes sur le continent. Des histoires à la fois terrifiantes et émouvantes. Cet inventaire se veut un véritable cri d'alarme contre l'exploitation et les maltraitements basés sur le genre. Les écrivaines plaident en faveur du respect des droits universels pour tendre vers une société plus égalitaire. L'égalité entre femmes et hommes en actes. *Sous la direction d'Oumar Sivory Doumboya, Les Guinéennes. Discriminations, liberté et émancipation, L'Harmattan, Paris, 2022*

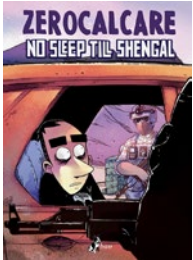
LE VIRAGE AUTORITAIRE DE LA TURQUIE



(zs) Ersin Karabulut, célèbre artiste de bande dessinée turc, raconte son par-

cours: sa famille, les banlieues déshéritées d'Istanbul puis les sommets de l'édition et de la presse satirique; les troubles politiques dans son pays, la Turquie, qui bascule vers un régime autoritaire; l'espoir et les désillusions. Il brosse le portrait d'un État déchiré par les antagonismes au moyen d'une méthode qu'il décrit dès les premières lignes de l'ouvrage: « Il y a un petit jeu que j'aime pratiquer de temps en temps. J'imagine que l'enfant que j'étais à huit ans a été transplanté en moi par dieu sait quelle technologie. Mais il n'a aucun contrôle sur moi, il ne fait qu'observer ce qui se passe dehors. » Le résultat: un éclairage sur la transformation de la Turquie. Une BD tant humaine qu'instructive, merveilleusement illustrée. Vivement le tome 2. *Ersin Karabulut, (scénario, dessin, couleurs), Journal inquiet d'Istanbul (volume 1), Dargaud, Paris, 2022*

HOMMAGE AUX PEUPLES PERSÉCUTÉS



(zs) L'auteur de bande dessinée italien Zerocalcare s'est rendu, au printemps 2021, en Irak pour témoigner de la situation des Ézidis de Shengal. Cette minorité religieuse méconnue du grand public, prise en étau entre la Turquie et l'Irak, n'a de cesse d'être attaquée. Son autonomie est perpétuellement remise en cause. Ce peuple tente d'instaurer le fédéralisme démocratique selon le mode de fonctionnement des Kurdes, notamment les principes de libération des femmes, l'autodéfense et la coexistence entre les peuples. Zerocal-

care recueille de nombreux témoignages, de révolutionnaires notamment, qui entendent « renverser une société où l'injustice et l'oppression sont enracinées depuis des siècles ». Cet album est un hommage aux Ézidis de Shengal, mais également à tous les peuples persécutés qui luttent pour leur survie. Empreint de souffrance, l'ouvrage ne manque pas d'humour pour relâcher la pression parfois. *Zerocalcare, No sleep till Shengal, Éditions Cambourakis, Paris, 2023*

MÉMOIRE ET IDENTITÉ



(zs) « Mon père cherchait une terre d'accueil sans prison pour les idéalistes. Il s'était retrouvé en France, prisonnier d'un principe auquel il ne dérogerait jamais. Ne pas se trahir. Lui qui voulait l'asile, vivre loin de son pays, fuir ces fous qui gouvernaient l'Irak, était devenu un réfugié politique sans statut, un exilé sans carte, un immigré sans avenir. » Entre Irak et France, un père (Rami) et un fils (Euphrate) se racontent. Le premier a fui la dictature de Saddam Hussein au début des années 1970. Atteint d'amnésie à la fin de sa vie, il se souvient de la ville de Falloujah, mais pas des années d'exil. Euphrate se plonge alors dans l'histoire de son père, espérant percer quelques secrets familiaux. Un dialogue sur la mémoire, l'identité et la transmission. *Feurat Alani, Je me souviens de Falloujah, JC Lattès, Paris, 2023*

COUP DE CŒUR



La musique comme résistance

Documentariste, photographe et musicien colombien, Ricardo Torres aime raconter les histoires de celles et ceux qui vivent en marge de la société.

Un voyage en Amérique latine a changé le cours de ma vie. Un beau jour, j'ai pris mon sac à dos et suis parti à l'aventure, inspiré par l'exemple d'une amie. J'en avais assez de mon quotidien à Bogotà, où je travaillais dans le secteur publicitaire. Loin de chez moi, j'ai découvert d'autres réalités qui m'ont ouvert les yeux, aussi sur ma Colombie natale, que je percevais d'un œil nouveau. Après quelques mois passés en Équateur, au Pérou et en Argentine, je me suis rendu à Lugano avec ma future épouse, tessinoise. C'est là qu'a débuté un autre voyage, à l'intérieur et à l'extérieur de moi-même. J'étais en Suisse physiquement, mais mon cœur était resté en Colombie. J'ai alors décidé de retourner dans mon pays d'origine avec ma femme. Là, nous avons travaillé pendant deux ans sur le projet d'une ONG locale dans les domaines de la protection des droits humains et de la consolidation de la paix. J'ai ainsi pu découvrir la communauté Las Pavas, engagée dans la défense territoriale, avec la musique comme principal instrument de résistance. Ce fut une expérience profondément touchante et instructive, qui a débouché sur le documentaire *Algún día es mañana* (« Un jour viendra »). Des chansons poignantes racontent le combat stoïque d'une petite communauté rurale contre les multinationales qui veulent la chasser des terres de ses ancêtres. Ce film m'a permis de faire la paix avec mon pays. En Suisse comme en Colombie, je me sers de différents langages pour raconter l'histoire d'hommes et de femmes qui vivent en marge de la société: des personnes requérantes d'asile, des coursières et coursiers à vélo, des individus qui ont connu des troubles psychiatriques. Actuellement, mon groupe et moi nous consacrons à un projet qui propose l'interprétation en direct de morceaux de musique issus de la tradition populaire d'Amérique latine.

(Propos recueillis par Luca Beti)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Martina Waldis (coordination globale), Beat Felber, Marie-Noëlle Paccolat, Rosalyne Reber, Nicolas Saameli, Pascal Schwendener, Don Sebastian, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 34500 exemplaires

Couverture: Un vendeur de rue propose des plats sains sur un marché de New Delhi, en Inde.

© Maria Feck/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

« Il n'y a pas de remède miracle contre la crise alimentaire, mais, si nous n'agissons pas maintenant, il faudra payer le prix fort. »

Bernard Lehmann, page 11

« J'ai acheté cette chèvre avec mes économies. Elle est portante et pourra me donner jusqu'à quatre cabris. »

Protogene Nyandwi, page 13

« Je connais des familles qui ont reconstruit leur maison quinze fois en raison des cyclones. »

Shirin Lira, page 24
